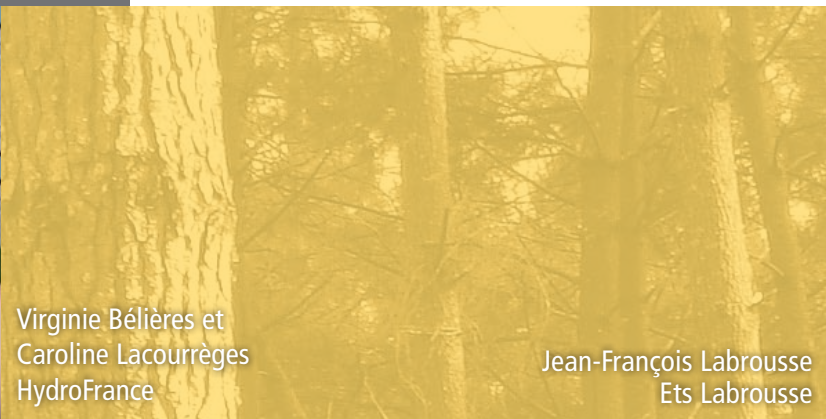




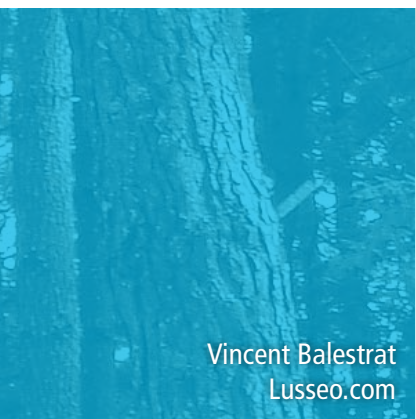
Virginie Bélières et
Caroline Lacourrèges
HydroFrance



Jean-François Labrousse
Ets Labrousse



Vincent Balestrat
Lusseo.com



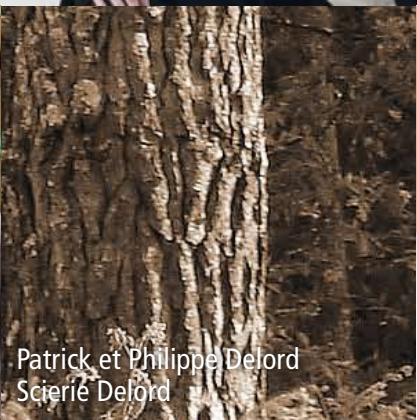
Pantxo « Xabaltx » Bergara
Gaurko Makila



Patrick et Philippe Delord
Scierie Delord



Jean-Louis Yang et Jérôme Siat
Alphitan



En Aquitaine, les matériaux composites en plein développement
Alliances et partenariats : la panacée pour croître
Externalisation mode d'emploi
Les Français toujours plus sensibles à l'environnement



AQUITAINE CARBONE

C'est pour tenter de répondre à ces deux questions que la Région Aquitaine, avec ses partenaires, a créé en 2011 l'association Aquitaine Carbone.

En rassemblant les spécialistes de la forêt et de la finance carbone, l'association poursuit deux objectifs :

- financer le reboisement du massif pour soutenir les propriétaires et engager la démarche d'obtention des crédits carbone ;
- redonner toute leur place à la forêt et aux forestiers dans la lutte contre le changement climatique.

Pour plus d'informations
developpement.durable@aquitaine.fr



Conseil régional d'Aquitaine
 Direction du Développement durable
 14, rue François-de-Sourdis
 33 077 BORDEAUX
 Tél : 05 57 57 80 00
aquitaine.fr

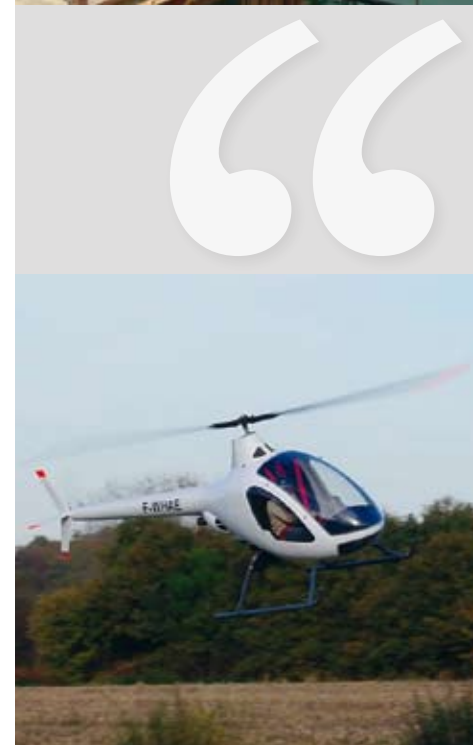


« L'innovation reste une arme de construction massive »

De l'autre côté de l'Atlantique, la célèbre devise de Pierre Corneille s'est vérifiée récemment. Là-bas aussi, « la valeur n'attend pas le nombre des années », comme l'a prouvé en mai dernier, la jeune Canadienne de 16 ans qui a remporté le premier prix du concours Sanofi BioGENEius Challenge en présentant une substance anti-âge fabriquée à partir de nanocellulose cristalline (NCC). Cette nanoparticule naturelle non toxique – et renouvelable puisqu'issue des arbres et au pouvoir antioxydant supérieur à celui des vitamines E ou C utilisées dans les produits anti-âge – ne peut qu'intéresser la filière bois très présente en Aquitaine, région qui abrite la première forêt cultivée d'Europe (voir page 12). Dans un tout autre domaine, c'est la société Radiall, fabricant de composants d'interconnexion, qui met au point, après plusieurs années de R&D, un connecteur en composite affichant un poids de 30 à 40 % inférieur à celui d'une pièce en aluminium. « Ce connecteur fait gagner des heures d'assemblage », déclarait, en juin sur BFM Business, Pierre Gattaz, président du directoire de Radiall et président de la FIEEC et du GFI. C'est le génie français. L'innovation est une arme de construction massive. »⁽¹⁾ Le bois et les matériaux composites, deux filières aquitaines – prometteuses ainsi que le démontrent nos dossiers consacrés à ces sujets – sécuriseront leur avenir en misant sur l'innovation et en construisant des partenariats autour de programmes de recherche pertinents. Elles pourront ainsi faire face aux mutations profondes auxquelles elles sont confrontées. Au-delà, c'est un sujet dont doivent se saisir d'urgence toutes les PME/PMI aquitaines bien décidées à ne pas rester sur le bord de la route.

Marie Lejeune-Piat

(1) FIEEC : Fédération des Industries Electriques, Electroniques et de Communication.
 GFI : Groupe des Fédérations Industrielles

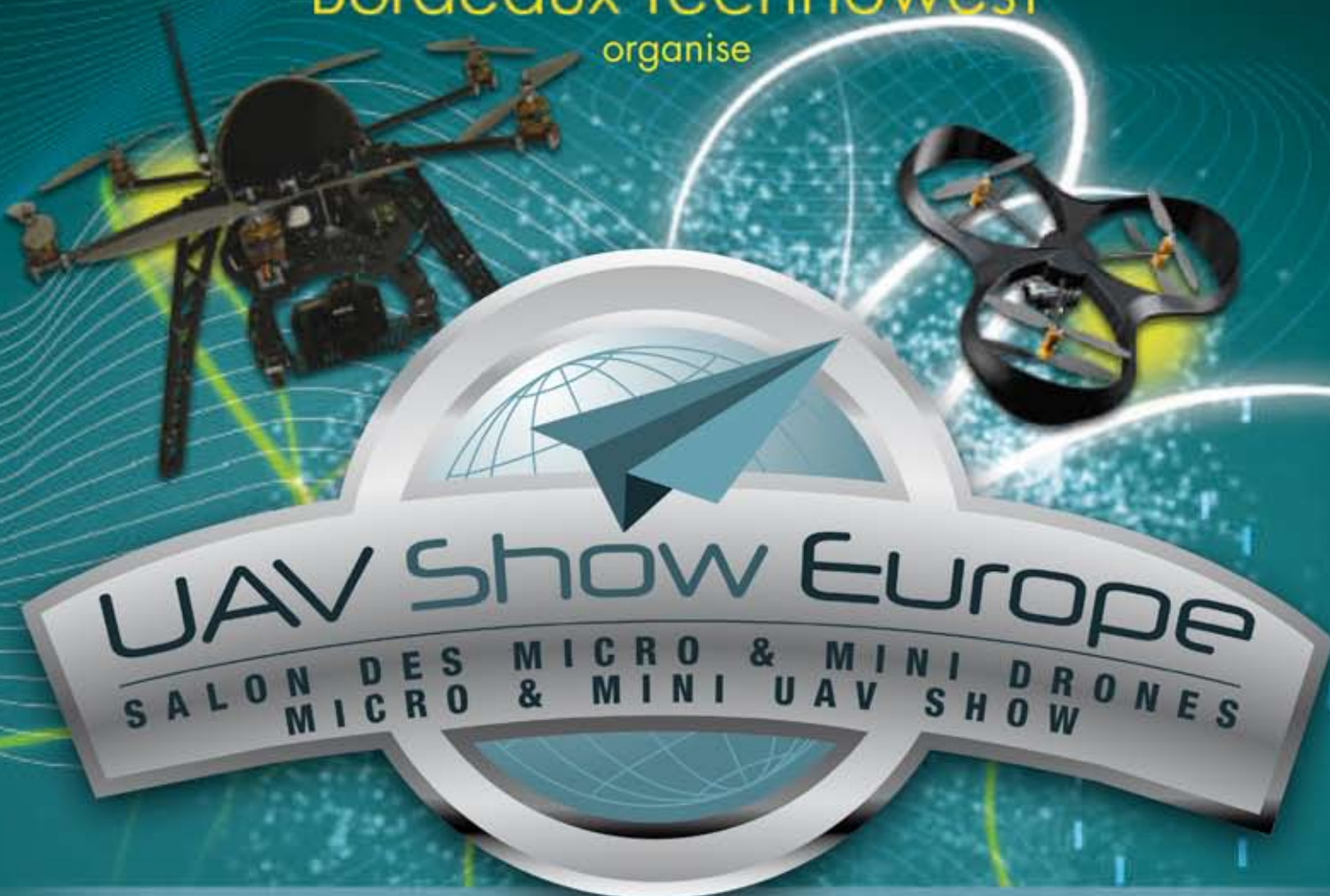


« Les grandes entreprises ont un rôle déterminant dans les relations qu'elles entretiennent avec le tissu économique local, dont la performance et la réussite contribuent à leur propre croissance durable, dans une relation d'interdépendance et de co-développement... Nos entreprises veulent aller plus loin... pour accélérer la croissance des PME opérant sur les mêmes territoires. »

Extraits d'un article paru dans Le Monde (7/12/011) et signé par neuf patrons de grands groupes.



Bordeaux Technowest
organise



26 & 27 sept. 2012
Aéroparc de Bordeaux-Mérignac

www.uavshow-europe.com

AVEC LE SOUTIEN DE



La Convention d'affaires
UAV SHOW EUROPE est cofinancée
par l'Union européenne. L'Europe
s'engage en Aquitaine avec le Fonds
Européen de développement régional



Partenaires Premium



sommaire

3 Éditorial

6-10 Actualités

6 Arbio ; Innovaday ; Géopic ; Izarbel
7 L'ASD aquitain
8 Ventana Aerospace ; I Love Business ;
Anticiper les difficultés
9 Maison de l'Aquitaine à Paris
10 Les Aliénor des PME aquitaines ; Economie verte

12-21 Dossier

Filière Bois : comment redynamiser le secteur ?
Quels sont les enjeux ?
ACV du pin maritime ; Ulis ; FPBois ;
Scieries Lesbats ; Ets Labrousse ; Ribeyre ;
IBS ; Scierie Delord

22-23 PME en Aquitaine

22 Gaurko Makila ; Le Bournat ; Site de la Cornubia
24 Hydro-France ; Longuesserre & Fils
25 Unikeco ; Lusseo.com ; Valcoly
26 L'ETI aquitaine : Alphitan

28-30 Enquête

Alliances et partenariats :
la panacée pour croître ?
Transferts de technologie ; Urbamob

32-34 Filière en Aquitaine

Matériaux composites : une filière que l'Aquitaine
entend développer. Emac ; BHR Aircraft



Abonnez-vous à

MAG-AQUITAINE

le 1^{er} magazine entièrement
dédié aux PME/PMI de la Région

bulletin d'abonnement p. 42

36-37 Portail des PME

Externalisation
Intégrer une vraie direction financière

38 Développement durable

Les Français toujours plus sensibles à
l'environnement

40 Ressources Humaines

Trouver l'équilibre

41 Communication

Le coût d'acquisition d'un client
Conjoncture
Un optimisme modéré

42 PME d'ailleurs

Canibal : le tri à la source

Mag-Aquitaine

Directrice de la publication/Rédactrice en chef :
Marie Lejeune-Piat (mlejeunepiat@orange.fr)

Coordination : Henri de Lacroix

Rédaction : Vincent Biard ; Bertrand Dassonville ;
Henri de Lacroix ; Jeanne Lebailly ; Alain Le Pors ;
John Matthews ; Catherine Ménier ; Florent Moreau ;
Frank Niedercorn.

Création et réalisation maquette : Dominique Houlet

Communication : Cristina Egal (cristina.egal@wanadoo.fr)

Publicité : 01 45 77 26 27

Impression : BLF Impression : 4, rue Ariane – ZA Toussaint
Catros – 33185 Le Haillan

Dépôt légal : à la parution - ISSN : 2103-303X

Ce n° a été imprimé à 3 000 ex.

Editeur : Editions Lejeune-Piat – Pépinière Bordeaux
Technowest – BP 20005 – 33702 Mérignac cedex

Adresse de correspondance : Ed. Lejeune-Piat – 3, rue
Auguste-Bartholdi – 75015 Paris/ 01 45 77 26 27

mlejeunepiat@mag-aquitaine.com
www.mag-aquitaine.com



juin 2012 – # 10

Izarbel crée (toujours) des emplois

Les résultats de l'enquête annuelle menée auprès des entreprises de la Technopole Izarbel de Bidart (64) indiquent une très légère baisse du nombre d'entreprises présentes sur le site mais une croissance des emplois. En effet, fin 2011, la technopole compte 92 entreprises, dont 14 nouvelles. Soit 965 personnes et 921,65 emplois équivalents temps plein (ETP). Fin 2010, les chiffres s'élevaient à 96 entreprises, 871 personnes et 846,27 ETP. C'est donc une centaine d'emplois qui ont été créés en 2011 malgré le départ de 18 entreprises. Izarbel a enregistré 12 défaillances dont 4 projets incubés contre 5 défaillances en 2010. Parmi les entreprises aux créations les plus significatives, citons SD Worx (7 emplois créés), LCI Turboméca (7), Précimecan (15), Exéo Solutions (7), ASP64 (7) et Algotech (6). Ainsi, fin 2011, la Technopole Izarbel accueillait 1 453 personnes contre 1 320 en 2010.

Vincent Biard

L'Aquitaine, un « Territoire BIO Engagé »

A l'occasion de ses 10 ans, l'interprofession Arbio Aquitaine lance un label « Territoire BIO Engagé ». Cette démarche de labellisation bio des collectivités territoriales, une première en France, vise à encourager, récompenser et mettre en valeur les collectivités d'Aquitaine qui atteignent les préconisations du Grenelle de l'Environnement en termes de surfaces agricoles cultivées en bio (au moins 6 %) et d'approvisionnement de leurs restaurants collectifs en bio (un minimum de 20 % de produits bio dans les menus). Le 5 juin dernier, Philippe Lassalle-Saint-Jean, Président d'Arbio, a ainsi récompensé les deux premières communes d'Aquitaine pour leur engagement dans ce domaine : Bègles en Gironde et Bazens, commune rurale du



Lot-et-Garonne, ont ainsi reçu le nouveau label. Arbio fédère aujourd'hui 102 organisations contre 18 à sa création. Soit 1704 agriculteurs (environ 70 % des producteurs bio de la région), 28 coopératives et 30 transformateurs agro-alimentaires. Soit les deux tiers de la filière bio régionale en poids économique et social. L'Aquitaine étant devenue la première région française agro-alimentaire bio. Le CA total bio régional s'élève à 250 millions d'euros en 2011 (+ 24 %/2010) avec 855 salariés. La Gironde, la Dordogne et le Lot-et-Garonne devraient atteindre les objectifs du Grenelle de l'Environnement. L'ambition : arriver à 20 % de surfaces bio en 2020 (250 000 hectares).

Jeanne Lebaillly

Géopic : un outil inédit sur la Dordogne

Avec Géopic, la Chambre Economique de la Dordogne, association des trois chambres consulaires (Agriculture, Commerce et Industrie, Métiers et Artisanat) se dote d'un outil économique et géographique des territoires du département. Une initiative aussi inédite que complète pour un département aquitain. www.geopic.fr : un seul accès en ligne pour tout savoir, en matière de données statistiques actualisées, la population, les territoires, les entreprises, les secteurs d'activité ou l'emploi en Dordogne. Tout un chacun, entreprises, collectivités, associations ou résidents, pourra ainsi mieux connaître le département et comparer des territoires, disposer d'indicateurs statistiques, accéder à des données géolocalisées, réaliser ses propres représentations cartographiques ou bien encore consulter les études économiques.

Drones : une première en France

Fly-n-Sense, PME créée en 2008 (Bordeaux Technowest) spécialisée dans la conception et la fabrication de systèmes de drones multi-missions obtient la première autorisation de vol d'un drone en France. Une autorisation accordée par la Direction Générale de l'Aviation Civile. Conformément à l'arrêté du 11 avril 2012, Fly-n-Sense peut désormais effectuer des travaux aériens avec sa gamme de mini-drones. Positionnée en tant que précurseur, Fly-n-Sense s'est impliquée dans la mise en place de la nouvelle réglementation. Cette autorisation de vol est l'aboutissement d'un travail mené en collaboration avec des partenaires institutionnels,



industriels et académiques. « Une étape décisive et représentative de l'insertion des drones dans l'espace aérien civil ainsi que pour le développement futur de l'activité drone au niveau national », rappelle Alain Roussel, président du Conseil régional d'Aquitaine et co-fondateur avec Thales du cluster AETOS. Ce cluster, né en 2010, vise à créer les conditions favorables au développement du secteur des services et des systèmes de drones en Aquitaine.

Les 3 salons aquitains de l'ASD

L'Aquitaine, troisième bassin aéronautique et spatial français (ASD), organise en septembre prochain les Journées Aéronautiques en Aquitaine autour de trois événements dédiés à la valorisation des métiers et la reconnaissance de la filière ASD aquitaine. Trois rendez-vous professionnels pour créer une plateforme de marché unique. Aéro Adour, Salon aéronautique et Meeting aérien de Pau, les 21, 22 et 23. ADS Show Europe, premier salon européen de Maintien en conditions opérationnelles de défense aéronautique, les 25, 26 et 27 sur Aérocampus Aquitaine de Latresne et à la Base Aérienne 106 de Bordeaux Mérignac. Enfin, UAV Show Europe, deuxième édition du Salon des systèmes de drones et capteurs, les 26 et 27 à l'Aéroparc de Mérignac, organisé par Bordeaux Technowest.

Trois événements pour une filière de poids en Aquitaine. Celle-ci représente pas moins de 680 établissements et 39 500 salariés à fin 2010 dont 11 200 constructeurs, maîtres d'œuvre et motoristes et 28 300 sous-traitants, fournisseurs et prestataires de services. Le chiffre d'affaires total des sous-traitants liés au secteur est estimé à 2,5 Mds d'euros dont 2,2 Mds dans l'industrie et 300 millions d'euros dans les services. Une filière qui s'appuie sur la présence d'une vingtaine de grands groupes. L'Aquitaine reste aussi la troisième région d'implantation des industries de l'armement avec 16 000 salariés. Et l'arrivée de la SIMAD en septembre fera de la région le centre de décision français des achats de maintenance en conditions opérationnelles aéronautiques de défense.

En 2012, 22 plages de 7 communes de la Gironde affichent le label Pavillon Bleu, signe de la qualité environnementale des sites de vacances.

Industrie : rebond en Aquitaine

L'enquête mensuelle de la Banque de France (avril 2012) confirme le rebond de la production industrielle aquitaine dont le niveau se rapproche de

celui d'avril 2011 dans pratiquement toutes les branches. Et l'emploi de bénéficier de cette évolution. Les services marchands sont, en revanche, en repli sauf dans l'informatique. Repli observé dans les transports routiers, le travail temporaire et la réparation automobile.

Innovaday : favoriser le financement des PME/PMI

Innova day

Plus de 400 professionnels sont venus à la quatrième édition d'Innovaday en mai dernier à Bordeaux. Un lieu destiné à faire se rencontrer investisseurs et entreprises innovantes en quête de fonds pour augmenter leur capital et développer leur R&D. « Les coups de cœur de l'innovation », parrainés par la Caisse des Dépôts et Consignations et le Conseil régional d'Aquitaine ont récompensé trois entreprises, dont deux aquitaines. Le grand prix du jury a été attribué à Eyeat Groupe, société de e-commerce pari-

sienne pour son site de parapharmacie en ligne, www.santissima.com. Le coup de cœur de la jeune entreprise innovante a été accordé à la société Uquans, fabricant d'instruments de mesure de la gravité par laser, installée à Pessac. Enfin, c'est Innoveox, installée à Paris, Pessac et Lacq, qui a reçu le coup de cœur transféré et valorisation pour sa technologie de destruction de déchets dangereux.

Les entreprises AQUITAINES ont leur adresse à Paris



L'AMBASSADE DE L'AQUITAINE À PARIS

Fruit d'un élan commun regroupant 20 partenaires publics et privés autour du Conseil régional, la Maison de l'Aquitaine est depuis 2003 l'ambassade économique, touristique et culturelle de l'Aquitaine à Paris. Elle est à la fois un outil de travail et de communication pour les entreprises, institutions et associations aquitaines, une vitrine touristique des cinq départements, ainsi qu'un lieu d'animation pour tous les Aquitains d'origine ou de cœur désireux de se retrouver dans la capitale.



Centre d'affaires de la Maison de l'Aquitaine
21 rue des Pyramides 75001 Paris

Salles de réunion et bureau de passage au cœur de Paris
Location journée et ½ journée

UNE SITUATION EXCEPTIONNELLE AU CŒUR DE PARIS

À 100 mètres du métro et 20 minutes de la gare Montparnasse en bus.

4 ESPACES MULTI-USAGES

Pour des réunions de travail, séminaires, présentations de produits, showrooms, réceptions, dégustations-ventes, entretiens de recrutement ou encore conférences de presse.

DES PRESTATIONS COMPLÈTES

Wifi, vidéo-projecteur, ordinateur portable, boissons fraîches et chaudes ou encore cuisine équipée, le tout sans supplément !

UN ACCUEIL PRIVILÉGIÉ ET CONVIVIAL

Du lundi au vendredi de 9h à 18h, soirées sur demande.



Maison de l'Aquitaine - 21 rue des Pyramides 75001 Paris
Tél. : 01 55 35 31 42 - Fax : 01 40 20 07 18 - Courriel : contact@maisonaquitaine.com
RÉSERVATION EN LIGNE : <http://maison.aquitaine.fr>

Fonderie Mercié Europe rejoint Ventana Aerospace

En prenant le contrôle de Fonderie Mercié Europe, située à Toulouse, Ventana Aerospace poursuit sa croissance externe. Après l'acquisition, fin 2011, d'Etudes et Réalisation Industrielles (ERI), Ernst Lemberger, Guy Kilhoffer et Gérard Russo, actionnaires et dirigeants de Ventana Aerospace confirment leur volonté de continuer la croissance du groupe par une politique d'acquisition de sociétés. L'ambition : devenir un acteur de premier rang capable de proposer l'offre globale souhaitée par les grands donneurs d'ordres internationaux. Fonderie Mercié Europe (CA : 6 millions d'euros et 80 salariés), spécialisée dans la

production de pièces en alliage léger, moulées au sable et fortement engagée dans l'aéronautique, complète naturellement les activités du groupe Ventana Aerospace. Ce dernier renforce ainsi son positionnement dans le domaine de la fonderie aéronautique. Les savoir-faire combinés de Fonderie Messier (dans le groupe depuis 2008) et de Fonderie Mercié Europe permettront, en effet, de dégager de fortes synergies afin de devenir un acteur majeur de la fonderie aéronautique. Fin 2012, Ventana Aerospace représentera un CA d'environ 55 millions d'euros pour un effectif total de près de 500 salariés.

BEM et ESC Pau fusionnent

Deux grandes écoles de commerce aquitaines fusionnent, à savoir BEM de Bordeaux et le groupe ESC Pau. Une annonce qui intervient après le récent rapprochement entre BEM et Euromed Management (Marseille) ⁽¹⁾. « Il s'agit de jouer la complémentarité et de capitaliser sur les spécificités des deux écoles. Tout en constituant un pôle d'excellence en matière de formation », explique Pierre Goguet, président de la CCI de Bordeaux. Et Patrick de Stampa, président de la CCI de

Pau de confirmer : « Ce rapprochement va permettre d'accroître l'ancrage sur le territoire particulièrement tourné vers les PME/PMI afin de répondre à leurs attentes de diplômés de qualité. » En chiffres, tous ces rapprochements permettent de totaliser 9 213 étudiants, 223 enseignants-chercheurs, 343 partenaires internationaux et un budget de 96 millions d'euros. Perspectives prometteuses !

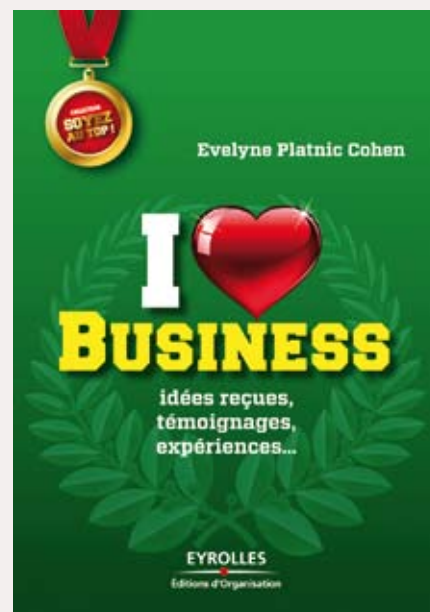
(1) Mag-Aquitaine – Février 2012

Anticiper les difficultés

Partant du principe que le tissu économique du Béarn est composé à plus de 80 % de TPE et TPI et au regard d'une conjoncture qui se dégrade, la CCI Pau Béarn muscle son dispositif pour assister les entreprises en difficulté sur son territoire. Via la mise en ligne sur son site web d'un « *autodiagnostic anonyme et confidentiel qui permet à tous les chefs d'entreprise qui le souhaitent de situer leur entreprise, d'évaluer en amont les difficultés potentielles et leur degré de gravité* », souligne la CCI Pau Béarn. Un outil simple et rapide d'utilisation sachant qu'aucune donnée ne sera conservée. Il sera même possible, par la suite, de saisir en toute confidentialité la cellule spécialisée de la CCI toujours en liaison avec les organismes destinés à aider les entreprises à résoudre leurs difficultés.

N° vert : 0800 64 10 64
www.pau.cci.fr
« Anticiper les difficultés »

« I love Business »



Accepter la crise comme une fatalité en attendant des jours meilleurs ? Pas question pour Evelyne Platnic-Cohen, présidente de Booster Academy et auteure du livre « I love Business » publié chez Eyrolles.

« Toute la vie est une succession d'opportunités, notamment pour faire croître son business », rappelle celle qui a créé les centres Booster Academy qui entraînent tous ceux qui veulent développer leur pouvoir de vendre afin de muscler leurs performances. Evelyne Platnic-Cohen chasse les idées reçues, donne

de nombreuses astuces en passant en revue l'ensemble des outils les plus efficaces pour solidifier et appuyer sur son réseau. Pour mémoire, Booster Academy dispose d'un centre à Bordeaux, dirigé par Alexandra André-Nelken ⁽¹⁾.

(1) Mag-Aquitaine – juin 2011

Rugby Club Aquitaine Entreprises



Lancement de la quatrième édition des Trophées des Rugbymen Entrepreneurs Aquitains. Tous les entrepreneurs, issus de la famille du rugby amateur et professionnel, qui ont créé ou repris une entreprise en Aquitaine peuvent concourir depuis début juin. Un concours qui récompensera quatre lauréats entrepreneurs de la famille du rugby. Le but : les soutenir via une aide en matière de commercialisation, de marketing, de communication, de gestion ou de formation suivant les besoins de chacun (enveloppe globale de 15 000 euros). La promotion du tissu économique régional faisant partie des objectifs du Rugby Club Aquitaine Entreprises. Et ce grâce au rugby. Président du jury 2012 : Jean-Pierre Bastiat, vainqueur du Tournoi des V nations en 1977 et fondateur d'un cabinet d'assurances.
www.rugbyclubaquitaine.com

Landes : marchés publics en ligne

L'agence landaise pour l'informatique (Alpi) vient de créer un site internet didactique afin d'aider les entreprises à répondre aux marchés publics en ligne. Car la commande publique reste, pour les TPE et PME/PMI, un univers complexe et difficile à appréhender. L'Alpi présente ce site sous la forme de quatre chapitres : Définition d'un marché public ; Outils pour consulter et répondre en ligne ; La signature électronique et son utilisation ; Enfin les modalités pour utiliser la plateforme. Un apprentissage et une maîtrise à conquérir d'autant plus indispensable que la voie électronique pour répondre aux offres des marchés publics sera bientôt obligatoire.
www.aide-entreprise.landespublic.fr

Bons résultats pour la Maison de l'Aquitaine

En 2011, le Centre d'affaires de la Maison de l'Aquitaine à Paris aura connu ses meilleurs résultats depuis son ouverture en 2003. 554 locations de salles ont été ainsi enregistrées en 2011 contre 518 en 2010 soit une hausse de 6,9 %. Un chiffre d'autant plus encourageant qu'il est le meilleur depuis l'ouverture de la Maison de l'Aquitaine et confirme une dynamique de progression constante (+ 27,9 % entre 2008 et 2012). Et le chiffre d'affaires

d'afficher une progression supérieure à 15 % (77 816 euros en 2011 pour 67 577 euros en 2010). A noter, une diversification des utilisateurs avec 94 nouveaux clients enregistrés en 2011. Enfin, on observe l'arrivée de nouveaux clients venus des Pyrénées-Atlantiques après la fermeture de la Maison des Pyrénées-Atlantiques parisienne. 20 nouveaux clients originaires de ce département ont été accueillis en 2011 pour 11 en 2010.



Forum Need



Le 13 septembre 2012 se déroulera, à Bordeaux, la quatrième édition du Forum Need, le rendez-vous des acteurs de l'énergie et de l'économie verte. Trois grands axes : Need Filières, Need Innovation et Need Accompagnement. Seize jeunes pousses aquitaines de l'économie verte seront présentes. A l'occasion de cette édition, les premières Assises territoriales de l'énergie qui réuniront les acteurs publics et privés du marché de l'énergie en Aquitaine. En 2011, Need avait réuni 860 participants (dont 46 % du secteur privé et 17 % des collectivités) et généré 425 rendez-vous d'affaires.

MADE in 33 BOUTIQUE EN LIGNE DE PRODUITS 100% girondins



Boutique en ligne disponible sur www.madein33.com



Devis sur mesure pour les professionnels - tel: 05 58 74 11 83 - mail: contact@madein33.com

La première édition des « Aliénor des PME aquitaines », concours organisé par Mag-Aquitaine, seul magazine économique régional 100 % PME/PMI, s'est déroulée avec succès. Cinq prix à destination des femmes chefs d'entreprises de TPE/PME, des cadres dirigeantes et des porteuses de projets en région Aquitaine. Le thème 2012 : « Les Aliénor innovantes du Développement Durable »

Cinq lauréates :

- Prix Aliénor du Développement durable attribué à Vanessa Comment, fondatrice de Noliana.
- Prix Aliénor du Savoir-faire durable attribué à Nathalie Lasserre, pdg des Ets Ribeyre.
- Prix Aliénor de la Relation fournisseurs durables attribué à Marie-Claude Kientz, gérante du Laboratoire Soprolin.
- Prix Aliénor Coup de Cœur attribué à Catherine Seixo, gérante de Bbk Créations.
- Prix Aliénor de l'innovation durable attribué à Marion Prudhon, pdg d'Exuvie.

Le premier cru de ce concours est donc un

succès et confirme le dynamisme de ces femmes chefs d'entreprise et cadres dirigeantes de la région. « Ce concours, c'est la mise en lumière de belles aventures économiques. Et, à l'heure où l'on déplore la ruine de nos emplois industriels, peut-être que la femme serait l'avenir de l'industrie. En effet, une bonne majorité de ces lauréates et candidates s'inscrivent dans la production et la fabrication », souligne Agnès Paillard, présidente du jury. Neuf partenaires, soucieux de favoriser l'entrepreneuriat au féminin, ont rejoint Mag-Aquitaine dans sa démarche : Conseil

les **Aliénor**
des PME aquitaines



régional d'Aquitaine ; Bordeaux Technowest ; Lyonnaise des Eaux ; Booster Academy Bordeaux ; Le Château des Vigiers ; Les Aliénor du vin de Bordeaux ; Drôles d'Entrepreneurs ; EFAP Bordeaux et Cap Sciences.

Retrouvez dans le numéro 9 de Mag-Aquitaine les portraits de ces cinq lauréates et de nombreuses autres candidates.

RENDEZ-VOUS EN 2013 !

Economie verte

L'Aquitaine restant, en 2011, la première région créatrice d'emplois verts (12 000 depuis 2009 selon Trendeo), le Conseil régional poursuit le soutien de projets innovants dans ce domaine. Cinq entreprises viennent ainsi de bénéficier d'une aide à l'investissement (montant total 1,6 million d'euros). TCE Solar (Bidart, 64) et Immosun Solutions (Lormont, 33) bénéficient de 539 279 euros pour le programme de R&D destiné à mettre en œuvre une plate-forme d'envergure nationale pour un bâtiment à énergie positive. Segem SAS (Belin-Beliet, 33) va recevoir 750 000 euros afin, entre autres, de tripler sa capacité de production et devenir à terme une ETI et se positionner en tant que leader européen sur le marché du bois énergie. Ouateco (Saint-Geours-de-Maremmes, 40) va développer un nouveau type de panneau isolant naturel et recevoir dans ce but quelque 148 500 euros. Enfin, Larrère (Liposthey, 40), spécialisée dans la production et l'expédition de « carottes des Landes », va bénéficier de 162 724 euros pour l'implantation d'une unité de méthanisation.

Jet-taxi

La compagnie aérienne Wijet s'installe sur l'aéroport de Bordeaux. Pas moins de 2 200 euros/heure de vol (4 personnes) certes, mais ce tarif reste deux à trois fois moins élevé que celui proposé par une compagnie classique. La flotte Wijet est composée d'un seul modèle d'avion, le Citation Mustang de la marque Cessna, pouvant desservir les principales villes européennes à moins de trois heures de vol, soit plus de 80 % des demandes. Wijet



disposera d'une flotte de 8 jets d'ici fin 2012. « Wijet offre une qualité de service irréprochable – sécurité optimale, téléphone satellite à bord, iPad, champagne et biscuits Pierre Hermé. De plus la région bordelaise a une offre limitée en aviation privée malgré une demande importante de 5 à 10 vols par jour », déclare Corentin Denoeud, pdg et l'un des quatre co-fondateurs de la compagnie.



Jeudi 25 octobre 2012 : 12^e université des entreprises du Medef Gironde. Le thème de la journée : Et si on reparlait de la croissance ? Quelque 1 200 décideurs économiques sont attendus.

Les PME pourvoyeuses d'emplois

Sur les 2,8 millions d'emplois créés en France depuis vingt ans, 2,3 l'ont été par des PME/PMI. Tel est l'un des principaux constats d'une étude réalisée par KPMG pour la CGPME qui organisait la dixième édition de Planète PME à Paris. Sous l'effet de l'auto-entrepreneuriat, la création d'entreprises a connu une forte croissance malgré une baisse en 2011/2010 (549 805 contre 622 039). En 2011, 95 % de ces créations ont été réalisées sans l'embauche d'un salarié, alors que ces PME étaient 52 % à avoir embauché en 1994. Ce sont les PME de 50 à 99 salariés qui ont le plus recruté depuis dix ans. Du côté de l'export, 95% des entreprises exportatrices sont des PME de moins de 250 salariés et 72 % de moins de 20 salariés. Par ailleurs, les PME représentent plus de la moitié des demandeurs de brevets. Et, en 2009, près de 10 000 PME ont bénéficié du crédit impôt recherche. Néanmoins, ces PME ne réalisent qu'un quart des investissements de l'ensemble des entreprises (39 % pour les grandes et 36 % pour les ETI). Du reste, KPMG observe une baisse régulière de l'investissement depuis dix ans.

Geopic.fr

Outil économique
et géographique
des territoires
de la Dordogne



**Entreprises
Collectivités
Associations**

Toute l'information économique territoriale sur un seul accès.

GEpic

Prenez la bonne décision avec Geopic.fr

Accédez, exploitez, créez, sauvegardez !



Avec le soutien financier de :



www.geopic.fr - contact@chambre-economique-dordogne.fr - tél : 05 53 35 87 29

Filière Bois :

comment redyna miser le secteur ?



L'Aquitaine abrite la 1^{ère} forêt cultivée d'Europe et occupe la 1^{ère} place parmi les régions forestières françaises. Des milliers d'emplois en Aquitaine dépendent de ce secteur stratégique. Seulement voilà, deux tempêtes et une crise économique qui n'en finit pas déstabilisent ce bel ensemble. Comment la filière peut-elle envisager l'avenir ? Quels enjeux pour redonner une dynamique à ce secteur ?



Stéphane Latour,
Directeur de la Fiba.
« La filière Bois Aquitaine a mis
en place une palette de dynamiques
fortement engagées. »

Cinq ans pour relancer la filière Forêt-Bois. Une ambition pour l'avenir : c'est ainsi que le pôle de compétitivité Xylofutur interpellait les candidats à l'élection présidentielle en mars dernier. Implanté à Gradignan en Gironde, Xylofutur, créé en 2005 par la Fédération des Industries du Bois d'Aquitaine (Fiba) et Cap Forest, pointe la mauvaise santé de la filière dans un contexte pourtant a priori favorable. De fait, un vrai paradoxe : « une filière amont indélocalisable, une puissance forestière française au sein de l'Europe, une utilisation du bois en plein développement, 350 000 salariés directs répartis sur le territoire français et le dynamisme de la recherche française, notamment au sein de Xylofutur, doivent affronter le déficit de la balance commerciale (plus de 6 milliards d'euros) qui ne cesse de se dégrader depuis dix ans, la chute de l'investissement en forêt (en quinze ans, la quantité de plants forestiers utilisés est passée de 115 à 60 millions par an), la fragilité du secteur des scieries maillon clé entre l'amont et l'aval, le contexte de crise économique qui perdure et, enfin, la désindustrialisation de la filière avec une baisse de 35 % du nombre d'exploitants forestiers depuis 2000 et de 15 % pour les scieries. Il est urgent d'inverser le mouvement », constate Xylofutur, présidé par Tanguy Massart.

Premier enjeu : reboiser plus de 200 000 ha

En Aquitaine, il a fallu qui plus est affronter deux tempêtes dévastatrices, Martin en 1999 et Klaus en 2009, dans ce massif forestier des Landes de Gascogne (Aquitaine/Poitou-Charentes) qui s'étend sur plus d'un million d'hectares. A savoir le premier massif résineux européen de forêt de plantation en superficie et en productivité, selon la Fiba. Seulement voilà, « en dix ans, le volume de bois sur pied est passé, dans le massif des Landes de Gascogne, de 140 millions de m³ avant 1999 à 79 millions aujourd'hui », observe Philippe Courtade, chargé de mission filière bois à la direction de l'industrie du Conseil régional d'Aquitaine.





Pour sa part Stéphane Latour, directeur de la Fiba rappelle que la tempête de 1999 a fait perdre à la région 20 % de sa capacité de sciage. C'est ainsi que Forexpo, qui fête cette année ses 50 ans, qualifie la forêt aquitaine « de plus grand chantier de reboisement d'Europe. Après la tempête de 1999, le massif a été pratiquement reboisé à l'identique. Après la tempête Klaus, plus de 230 000 ha étaient à nettoyer et à reboiser. 120 000 ha sont engagés dans un processus de nettoyage ; 15 000 ha ont déjà été reboisés et 52 000 ha sont engagés dans un processus de reboisement. D'ici 2016, 35 000 ha seront reboisés chaque année, contre un reboisement annuel de 20 000 ha habituellement. Autrement dit, les deux tempêtes ont fortement secoué le massif mais ne l'ont pas coulé. C'est un engagement, un pari sur l'avenir pour les sylviculteurs du Sud-Ouest. »

On l'aura compris, le reboisement reste le premier enjeu de la filière bois aquitaine. Du fait des tempêtes, les craintes de tension sur la ressource semblent justifiées. « Il faut non seulement replanter mais également veiller à l'équilibre entre les différents usages de la matière bois », poursuit Philippe Courtade. Mais il semblerait que Klaus ait remis en question bien des certitudes. « Le sylviculteur est aujourd'hui confronté à un choix. Ce dernier pourra opter pour le pin maritime, l'espèce autochtone la mieux adaptée à l'écosystème du massif landais. Mais il pourra aussi choisir d'autres essences et s'engager dans des itinéraires de production de bois énergie, plus courts qui permettent de limiter les risques climatiques et économiques », observe-t-on chez Forexpo.

Deuxième enjeu : le bien fondé de la R&D

C'est dans ce contexte que l'innovation technologique confirme, si besoin était, sa nécessité. A commencer par la R&D autour des modifications génétiques des arbres pour une meilleure adaptation aux attentes. « On n'a plus besoin d'arbres immenses », rappelle Cyril Monneyron, commissaire général de Forexpo 2012. Pour sa part, le pôle de compétitivité Xylofutur, qui a pour mission principale de faire émerger des projets innovants, voire de rupture, au profit de la filière aquitaine, a pour ambition d'atteindre un niveau d'excellence international en matière de produits issus du bois massif dans la construction, la décoration et l'emballage. Dans le domaine de la chimie verte et dans la gestion et l'exploitation des forêts cultivées afin de favoriser le développement industriel. Parmi la petite centaine de projets de R&D présentés par Xylofutur depuis sa création en 2005, plus de la moitié sont en cours ou terminés (78 millions d'euros investis dont 42 millions d'aides publiques). Le programme de recherche fondamentale Above (aboutage du bois vert) fait partie de ces projets labellisés par Xylofutur. « Cette nouvelle technique d'assemblage du bois vert issu du pin maritime permet de renforcer la résistance mécanique du pin et d'égaliser les performances mécaniques du bois massif. Il s'agit aussi de renforcer la 1^{ère} transformation du pin maritime, en l'orientant vers le marché de la construction. »



Analyse de Cycle de Vie du pin maritime

Soucieuse de faire connaître l'impact du bois sur l'environnement, la Fiba a fait réaliser des analyses de cycle de vie (ACV) et des Fiches de Déclaration Environnementales et Sanitaires (FDES). Deux ans de travail et 110 000 euros auront été nécessaires pour mener à bien le calcul de la performance environnementale collective des entreprises du pin maritime. Analyse effectuée par un bureau d'étude indépendant, Bureau Veritas CODDE, par catégories de produits. Une démarche collective de filière à laquelle douze entreprises aquitaines ont volontairement participé ⁽¹⁾. « Les résultats sont inscrits sur un site dédié, www.inies.fr, souligne David Habatjou (notre photo), pilote du projet et responsable Qualité-Sécurité-Environnement chez Gascogne Wood Products. Le périmètre de l'analyse part de la plantation jusqu'à la fin de vie du produit. Cette étude permet de démontrer, entre autres, que même travaillé, transformé, transporté, le bois a toujours un impact environnemental positif en ce qui concerne le stockage du CO₂. 1m² de parquet huilé de pin maritime massif, d'une durée de vie de cinquante ans, stocke 13,23 kg de CO₂ tandis qu'1m² de sol linoléum dégagera dans l'atmosphère 12,45 kg de CO₂. » Autrement dit, les produits en pin maritime stockent durablement le dioxyde de carbone. Soulignons également que 80 % des forêts d'Aquitaine sont certifiées PEFC et que 90 % de l'énergie consommée au cours du cycle de vie des produits en pin maritime sont liés à la consommation d'énergie solaire lors de l'étape de photosynthèse. « 87 % de l'énergie pour la fabrication d'un parquet massif provient de l'énergie renouvelable grâce à la photosynthèse, poursuit David Habatjou. Les entreprises qui ont participé à cette étude, dont Gascogne Wood Products, répondent ainsi à la demande de la clientèle. C'est un bénéfice en termes d'image institutionnelle pour notre groupe qui a créé un atelier de bois de construction en 2009. »

(1) Entreprises participantes : Gascogne Wood Products ; Scierie Lesbats ; Ets Moulran ; Ets Beynel ; Ribeyre SATB ; FP Bois ; Lamarque Sogybois ; Ets Labrousse ; Metsawood ; Aboxia ; IBS.



Unité de sciage de Gascogne Wood Products à Castets dans les Landes



PRODUITS ET MATÉRIAUX DES FORÊTS CULTIVÉES



une ambition pour l'Avenir

LES PÔLES DE  COMPÉTITIVITÉ
MOTEURS DE CROISSANCE ET D'EMPLOI

Pôle de Compétitivité XYLOFUTUR

Campus Bordeaux Sciences Agro - 1 cours du Général de Gaulle - CS 40 201 - 33175 GRADIGNAN cedex

Tél. 05 56 81 54 87 - Fax 09 56 35 16 40 - xylofutur@xylofutur.fr



Procédé Above : l'aboutage du bois vert, un projet labellisé et mené à bien par Xylofutur.

ULIS : promouvoir le pin maritime de construction

Née en 2005 à l'initiative de la CCI des Landes, l'Union Landaise des Industriels de la Scierie, plus connue sous le nom d'ULIS, a pour mission de promouvoir le pin maritime sur le marché de la construction et répondre ainsi aux attentes des prescripteurs. Au sein de cette coopérative, présidée par Jean-François Labrousse, des landais bien entendu au nombre de sept mais également trois entreprises girondines. En chiffres, neuf scieries et un transformateur, plus de 20 millions d'euros de CA (2010), 80 % des entreprises présentes sur le marché du bois de construction en Aquitaine, plus de 200 000 m³ de bois sciés pour la construction et 250 emplois directs. Joli palmarès pour « *le seul groupement aquitain d'industriels de première et de deuxième transformations du pin maritime pour le bois de construction* », souligne Serge Bergès, coordinateur d'ULIS. Une marque collective « *ULIS, le choix du pin maritime* », un cahier des charges commun et des travaux de réflexion communs, notamment en R&D, même si chaque entreprise commercialise ses produits de façon autonome.



Un programme qui a réuni PME, laboratoires et universités. Parmi lesquels les PME Beynel-Manustock (porteur du projet), FP Bois, Lamecol, FCBA, Collano, la scierie Lesbats, les Ets Labrousse et Bedout, l'Institut technologique du bois, l'Unité des Sciences du bois et des biopolymères (US2B) ainsi que des laboratoires de l'université de Bordeaux.

Au final, l'homologation d'une machine de classement « pin maritime vert », la réduction d'environ 20 % des volumes de bois à sécher et la création ou sauvegarde de 34 emplois.

Xylofutur soutient également de nombreux projets axés sur les produits issus des fibres et de la chimie verte. Une chimie verte qui n'a pas fini de faire parler d'elle ⁽¹⁾. Un sujet que Mag-Aquitaine a déjà largement abordé en juin 2011 ⁽¹⁾. En effet, une nouvelle filière consacrée à la valorisation du végétal, à la croisée des chemins entre la chimie et l'industrie du papier, commence à se développer sérieusement. Notamment grâce à une fibre de cellulose qui, retraitée chimiquement, peut être utilisée dans la fabrication de du béton, de la céramique, des peintures, voire des vêtements.

Le cas de Tembec à Tartas dans les Landes est emblématique de ces mutations de l'industrie papetière. Cette filiale du groupe canadien, qui ne produit plus de pâte à papier, est passée du statut de papetier à celui de chimiste via la valorisation chimique du bois et la mise en place d'un procédé de bio raffinerie aux applications multiples, dans des industries diverses, tels l'alimentaire, la pharmacutique, la construction ou bien encore la cosmétique. Une mutation qui aura duré plus de dix ans et coûté 100 millions d'euros d'investissement.

La chimie verte fait également partie des axes de développement de l'entreprise familiale landaise DRT spécialisée dans la valorisation des composants dérivés extraits de la résine du pin. DRT consacre plus de 5 % de son chiffre d'affaires à la R&D. « *Les innovations de notre pôle R&D portent tout autant sur la substitution des produits pétroliers par des solutions issues de la chimie végétale que sur le développement de résines naturelles respectueuses de l'environnement. Aujourd'hui, la quasi-totalité des matières premières que DRT utilise sont renouvelables et d'origine végétale* », explique le marketing de l'entreprise landaise.

Au chapitre des exemples, DRT a lancé, via deux de ses filiales, une gamme de détergents écologiques chez Action Pin et chez IXXI, une gamme de soins cosmétiques fabriquée à partir d'actifs naturels, des polyphénols issus de l'écorce du pin.

Troisième enjeu : la transformation industrielle

Autre enjeu, celui de l'industrialisation de la transformation. Dans ce domaine, les scieries notamment ne ménagent pas leurs efforts pour moderniser l'outil industriel. « *Depuis 2009, les entreprises de la filière ont investi 300 millions d'euros dans la modernisation de leur outil de transformation et dans les unités de stockage*, observe avec satisfaction Stéphane Latour. *Malgré la conjoncture, c'est une dynamique notable de la part de ces industries*



« Les donneurs d'ordre vont pouvoir s'appuyer sur l'étude de l'ACV du pin maritime pour mesurer l'impact environnemental de leur travail. »

Interview de Thierry Vignères, directeur industriel de FP Bois

Pourquoi FP Bois a souhaité participer à l'étude de l'Analyse de Cycle de Vie menée par la Fiba ?

C'était une évidence, car les donneurs d'ordre sont de plus en plus sensibles aux certifications, aux normes et affichent une exigence de qualité et de résultats prouvés en matière d'environnement et de santé. Cette démarche s'appuie, qui plus est, sur des normes internationales et nationales. Il fallait, par ailleurs, contre la prolifération des labels et autres logos sur le sujet. Les donneurs d'ordre vont pouvoir désormais s'appuyer sur cette étude pour mesurer l'impact environnemental de leur travail. Et pour la filière, c'est un outil de mesure nécessaire.

Quelles sont les actions menées par FP Bois sur le plan environnemental ?

Cela fait plus de vingt ans, dès 1991, que nous utilisons des vernis à l'eau pour nos gammes de lambris et parquets Verniland. Nous avons été précurseurs en anticipant la réglementation. Nous avons ainsi investi dans un four expérimental, en partenariat avec EDF, pour le séchage des vernis à l'eau. Par ailleurs, en 2011, nous avons arrêté deux chaudières à biomasse qui n'étaient plus aux normes et deux autres au fuel. Nous avons remplacé ces quatre chaudières par une seule et unique chaudière à biomasse, dotée des nouvelles normes et plus économique en termes de coût énergétique. Un projet monté avec Cofely, la filiale de GDF Suez à laquelle nous payons un loyer, qui passe dans les charges, ce qui nous permet de garder nos capacités d'investissement pour d'autres projets.

Quels sont les principaux métiers de FP Bois ?

L'entreprise familiale, dirigée par Eric Plantier, était spécialisée, il y a encore cinq ans, dans la décoration intérieure. Depuis, FP Bois élargit son champ d'activités à la décoration extérieure, avec des gammes de terrasses, de bardage, de clôtures, toujours sous la marque Verniland. Ce nouveau métier affiche une croissance de 10 % par an, malgré une vive concurrence. Pour mémoire, FP Bois réalise un chiffre d'affaires de 27 millions d'euros, dont 20 % à l'export.



Lesbats : scieur généraliste

Un tiers de l'activité dans les bois de décoration, un autre dans la construction et le dernier dans l'emballage : tel est le positionnement des scieries Lesbats qui entendent bien continuer de se développer en tant que scieur généraliste tout en étant exploitant forestier. Bref, une volonté stratégique pour cette PME, landaise et familiale comme tant d'autres dans la filière bois (quatrième génération), dont le CA s'élevait, en 2011, à 18 millions d'euros (30 % réalisés à l'export et une centaine d'employés). Depuis le rachat des scieries d'Aquitaine de Saint-Perbon dans les Landes, les scieries Lesbats sont à la tête de deux sites de production avec celui de Léon, soit un total annuel de 100 000 m³ de sciage. En 2011, la maison investit 10 millions d'euros pour construire une nouvelle unité de sciage adaptée aux trois activités à Saint-Perbon ⁽¹⁾. « *L'outil était obsolète et spécialisé dans les bois de décoration. Cet investissement nous a permis de pérenniser l'emploi sur ce site et de conforter notre stratégie de scieur généraliste* », explique Camille Godot, responsable du développement et de la Qualité-Sécurité-Environnement de l'entreprise. Les scieries Lesbats s'inscrivent dans la dynamique environnementale du pin maritime (certifications PEFC et marquage CE pour le bois de construction). D'où la participation à l'analyse de l'ACV : « *Cela fait partie de notre démarche et nous permet de mieux faire connaître nos gammes. Du reste, nous communiquons sur cette étude* », précise Camille Godot.

⁽¹⁾ Financement : Banques, Oséo, Région, Feder, Conseil général des Landes, DRAAF...



qui favorise leur compétitivité. » Des sociétés confrontées à l'évolution technologique. Exemple : « En abattage, il y a cinquante ans, on vivait les débuts de la tronçonneuse. Aujourd'hui, on est capable d'abattre et de façonner en moins d'une minute un arbre d'un m³, soit un pin d'une quarantaine d'années, avec des machines combinées qui coûtent jusqu'à 400 000 euros », souligne Cyril Monneyron. Et Philippe Courtade d'abonder : « L'industrie du bois est mangeuse de capitaux. Le Conseil régional d'Aquitaine soutient donc la filière via le pôle de compétitivité Xylofutur et via une aide aux entreprises pour investir soit en R&D, soit dans la modernisation de l'outil de production. En 2011, le montant des aides de la Région s'est élevé à environ 3 millions d'euros. »

L'utilisation du bois est méconnue dans la construction

C'est dans ce contexte que le développement du marché du bois de construction à base de pin maritime prend toute son importance. La volonté d'emmener la filière sur ce marché porteur est manifeste chez tous les ténors du secteur. A commencer par la Fiba qui a mené à bien une étude sur l'empreinte environnementale et sanitaire des produits issus du sciage de pin maritime. Une étude sur l'Analyse de Cycle de Vie (ACV) et sur l'établissement des Fiches de Déclaration Environnementales et Sanitaires (FDES) (cf encadré). « Il nous fallait répondre à la demande des professionnels de la construction, des maîtres d'ouvrage, dans le public comme dans le privé, explique Stéphane Latour. Le marché du bois de construction est porteur, notamment pour des raisons environnementales et esthétiques. La Fiba a souhaité conforter cette dynamique en apportant les preuves des performances environnementales du pin maritime. On apporte aux professionnels les outils dont ils ont besoin pour justifier la performance environnementale. » Metsawood, filiale française du groupe finlandais Metsäliitto qui dispose d'une unité de fabrication de parquets et lambris en Lot-et-Garonne se réjouit d'avoir participé à cette étude qui va permettre d'établir l'ACV de leurs propres gammes.

Autre étude, dénommée COBRA (Construction Bois en Région Aquitaine), financée par l'Etat et la Région portée par Xylofutur en association avec AFCOBOIS, la Fiba et la Cebatrama. Une étude destinée à développer une stratégie régionale de soutien au développement d'une filière bois construction. Parmi les principaux constats, l'étude COBRA note que la plupart des acteurs de la maison individuelle affichent une très faible expérience, voire nulle, de l'usage du bois. Même si des changements de comportements apparaissent. Du côté de la promotion immobilière, à la différence du logement social, on constate une « quasi absence d'expérience valorisant l'utilisation du bois. » Pas d'implication forte non plus sur le sujet de la rénovation alors qu'il s'agit d'un marché porteur. Toutefois, les acteurs du bâtiment non résidentiel se révèlent quant à eux moteurs de la création du marché de la construction bois. Différents constats qui ont abouti à des préconisations pour la structuration de la filière autour d'enjeux techniques, de marketing et de forma-



Ets Labrousse : la profession rattrape son retard

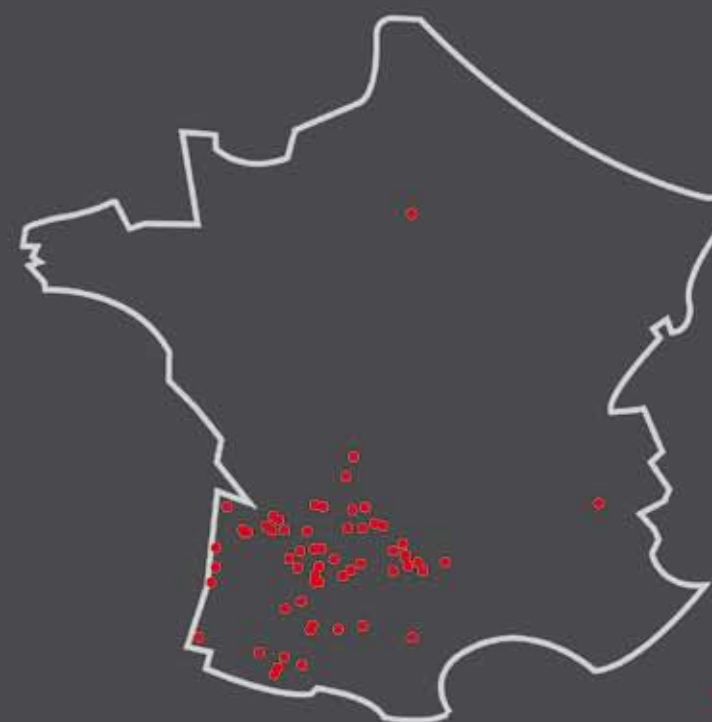
Spécialisés dans le sciage de première transformation, les Etablissements Labrousse ont fait du bois de construction leur cheval de bataille. Partant de ce constat, pas étonnant que la société participe à l'étude ACV. « Aujourd'hui, un architecte fera son choix en intégrant les critères du développement durable. Cette étude permet donc à l'Aquitaine, seule région française à s'être lancée dans l'aventure, de gagner des points notamment vis-à-vis de la concurrence internationale. Ce travail collectif constituera un argument supplémentaire en faveur du pin maritime », explique Jean-François Labrousse, président de la société fondée dans les Landes par son grand-père en 1947 et également président de la coopérative ULIS (cf encadré). Dans le cadre de leur développement, les Ets Labrousse vont mettre en place, courant 2013, un partenariat avec la scierie Lesbats pour créer un site industriel permettant d'obtenir un bois conforme à la demande des constructeurs. Un investissement collectif afin de participer à l'essor du marché du bois de construction. La maison individuelle en bois représentant aujourd'hui 10 % du marché contre 4 à 5 % il y a dix ans. « On nous demande du bois long, sec et abouté. Il y a quelque temps encore on ne répondait pas à la demande. Ce n'est plus le cas. On rattrape notre retard technique », se félicite Jean-François Labrousse.

(1) CA : 2,7 millions d'euros en 2012 et 20 salariés.



@com
active les solutions de demain

- > Expertise comptable et conseil
- > Audit > Corporate finance > Conseil en gestion
- > Social R. H. > Juridique et fiscal



Un réseau
de plus de 60 agences réparties
sur l'ensemble du grand Sud-Ouest
qui allient **proximité**
et **réactivité**.

Nos objectifs

- > Vous apporter réactivité, respect des délais et proximité.
- > Vous accompagner dans l'analyse des chiffres clés et le diagnostic de l'entreprise.
- > Vous écouter et renseigner dans la vie de l'entreprise, son développement ou ses mutations.
- > Vous informer, vous conseiller et défendre vos intérêts.

Retrouvez nous sur :
www.acomaudit.com



Ribeyre, spécialiste de la construction

Les Ets Ribeyre sont spécialisés dans le bois de construction. Il était donc logique de participer à l'étude sur l'analyse de cycle de vie du pin maritime menée par la Fiba. De plus, nous avons mis en place en 2011 une unité de traitement autoclave qui nous permet de réduire considérablement les rejets, les déchets et l'utilisation de produits de traitement et d'eau. Les résultats de cette étude auront un impact favorable vis-à-vis des donneurs d'ordre », se réjouit Nathalie Ribeyre, pdg de la société familiale (1). La PME landaise rappelle qu'elle a toujours préparé du bois de plus de 6 m de long pour la construction. Les secteurs porteurs ? Les murs en bois, les terrasses tant du côté des particuliers que de celui des entreprises. Sur un CA de 2,1 millions d'euros en 2011 (17 salariés), les charpentes et ossatures représentent 25 %, le bardage 4 % et les lames de terrasse 7 %.

(1) Voir Mag-Aquitaine N°9



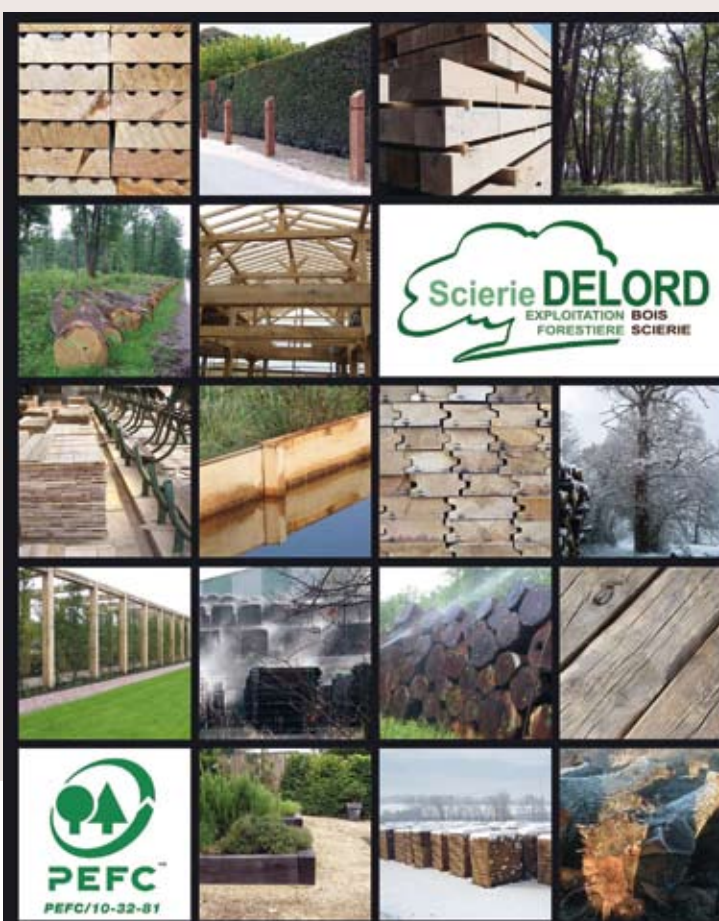
Scierie Delord : l'amour du chêne

En Dordogne, à Tocane-Saint Apre, la scierie Delord a bâti deux activités complémentaires pour valoriser à part entière le chêne travaillé. L'histoire démarre par le sciage traditionnel du chêne issu de Dordogne et des forêts domaniales du centre de la France. A destination des industriels du parquet, de la menuiserie, des fabricants de cercueils et de la construction (charpentes et aménagement paysager). En 2001, Patrick et Philippe Delord, les deux frères co-gérants de l'entreprise créent à Bordeaux la Tonnellerie Bordelaise en association avec Didier Fésil, tonnelier et Meilleur Ouvrier de France qui devient responsable de la production. « Sur un très beau chêne, 25 à 30 % servent à la fabrication des tonneaux, le reste est destiné au sciage, explique Patrick Delord. C'est pour cette raison que nous avons créé cette activité de tonnellerie. » La réussite est au rendez-vous. Le chiffre d'affaires global s'élève à 10,4 millions d'euros dont 7,6 pour le sciage (30 salariés) et 2,8 pour la tonnellerie (12 salariés), cette dernière activité affichant la meilleure croissance. Une entreprise familiale depuis 1933 lorsqu'elle est créée par André Delord. Son fils Jean prend les rênes en 1960, puis ses fils Patrick et Philippe dans les années 85. La relève semble assurée du côté de la quatrième génération avec Céline, Amélie et Florent. La famille, autre élément fondateur de ces multiples PME familiales de la filière bois aquitaine !

IBS : accompagner l'évolution du marché

C'est en 2006 qu'Egeris Construction, entreprise girondine de gros œuvre, grand acteur du logement social, décide de suivre les concepts de développement durable. « Nous devons accompagner, voire anticiper l'évolution du marché et des attentes. Le bois de la forêt aquitaine, ressource renouvelable, pouvait répondre aux nouvelles attentes en matière de stockage de CO₂, de capacité thermique. Et en 2008, nous créons Integral Bois System (IBS), société spécialisée dans le bois de construction. Nous avons été accompagnés dans notre démarche par le Conseil régional, le lycée Haroun Tazieff de Saint-Paul-Lès-Dax, le CBA et Xylofutur », se souvient Vincent Schmidt, l'un des quatre associés gérants de l'entreprise. Développement durable oblige, IBS participe à l'étude de l'ACV du pin maritime. Un pin maritime doté de qualités mais dont IBS attend une meilleure réponse aux attentes des constructeurs (cf article : Filière Bois : comment redynamiser le secteur). Fin 2011, le chiffre d'affaires d'IBS s'élève à 4 millions d'euros et sa clientèle est constituée de bailleurs sociaux de Gironde et Charente (1). Pour mémoire, IBS a reçu, fin 2010, le trophée aquitain de l'innovation pour un système original associant des murs ossature bois et des planchers béton.

(1) Mag-Aquitaine n°7 : « Bâtiment : la révolution verte peine à s'imposer »



tion. Il est vrai que, face à une concurrence mondiale (Scandinavie, Europe de l'Est, Chine...), la bataille sera rude. « Jusqu'à ces dernières années, le pin maritime aquitain n'était pas positionné sur le marché de la construction. Aujourd'hui, il faut développer ce secteur dans la région qui bénéficie de la ressource locale et accompagner les entreprises dans ce sens. Actuellement, 9 % des sciages aquitains sont destinés au bois de structure et au bardage », poursuit Philippe Courtade.

Entrer dans la modernité

Autre initiative, plus ancienne puisqu'elle remonte à 2005 autour de la création de la coopérative Union Landaise des Industriels de la Scierie (ULIS). Une structure pour promouvoir le pin maritime de bois de construction autour de la marque collective « Ulis, le choix du pin maritime » (cf encadré). Autrement dit, la filière se mobilise pour répondre aux standards de la construction. Impératif, voire urgent car des freins pénalisent le pin aquitain. « On note deux aspects négatifs pour le pin maritime de construction. Son prix, tout d'abord qui était encore en 2008 supérieur de 20 à 50 % que celui du bois des pays du Nord de l'Europe alors qu'il s'agit d'une ressource locale. D'autre part sur le plan technique. Le pin maritime n'est pas assez long et peut ne pas rester droit. En 2011, j'ai ainsi jeté 30 % de mon stock, regrette Vincent Schmidt, l'un des quatre gérants associés d'Integral Bois System (IBS). Du côté du prix, les scieries ont fait un effort, le différentiel n'est plus que de 10 %. Du côté technique, le principe de l'aboutage et du collage du bois devrait fonctionner. A l'instar du vin, le bois est un matériau complexe à mettre en œuvre. Le marché du bois de construction est porteur mais à forte connotation technologique. Les atouts du pin aquitain sont nombreux : il bénéficie d'une bonne densité, affiche une protection naturelle et une résistance supérieures à d'autres essences. Il n'en demeure pas moins que, pour gagner une dimension nationale, voire internationale, le pin aquitain devra en tout premier lieu régler ses problèmes techniques. » Autrement dit, à la filière de rentrer dans la modernité. Les acteurs s'y emploient d'autant que l'Aquitaine abrite la première forêt cultivée d'Europe et occupe la première place parmi les régions forestières françaises. Des milliers d'emplois en dépendent. « La filière bois aquitaine a mis en place une palette de dynamiques fortement engagées, notamment en aval. Les tempêtes et la crise économique n'ont pas empêché cette dynamique industrielle. Nous avons désormais des armes pour affronter l'avenir », conclut Stéphane Latour.

Marie Lejeune-Piat

(1) Mag-Aquitaine : N°7 : « Les promesses de la fibre végétale ».

Makila nouvelle génération

Au Pays basque, le traditionnel bâton de marche est un cadeau prestigieux. Pantxoa « Xabaltx » Bergara réinvente l'ancestral makila en utilisant des matériaux ultramodernes. Les premières commandes confirment la pertinence de l'idée.

Personnalité de la culture basque, Pantxoa « Xabaltx » Bergara a réalisé six disques, écrit un recueil de poèmes, travaillé quatorze ans comme animateur radio et dirige une société de communication. Sa dernière inspiration ? Réinventer le makila, le bâton emblème de la culture basque en lançant la marque « Gaurko Makila » (« makila d'aujourd'hui », en basque) en janvier dernier. Traditionnellement fabriqué à la main, en bois, métal et cuir, un makila est toujours une pièce unique. C'est dans des matériaux ultramodernes comme le carbone, le kevlar ou la fibre de verre que Xabaltx fabrique les siens combinant méthode artisanale et technologie de pointe. Le pari était audacieux et a nécessité plusieurs années de réflexions et d'études. Installé à Espelette, Xabaltx envisage l'avenir avec enthousiasme : « *je suis un peu au-delà des objectifs que je m'étais fixés* ». Ses makilas sont vendus à partir de 390 euros et, pour l'instant, Xabaltx touche majoritairement une clientèle âgée de plus de 50 ans.

Vincent Biard



Le Bournat, parc de loisirs

En 2012, le parc à thème ludo-éducatif le Bournat fête ses 20 ans.

Créé en 1992, à l'initiative de Paul-Jean Souriau aujourd'hui décédé, le parc à thème le Bournat, situé à Bugue sur Vézère au cœur du Périgord Noir, s'est dédié à l'art de vivre périgourdin au tout début du 20^{ème} siècle. Aujourd'hui, repris par Urbain Souriau, le fils de Paul-Jean, ce parc est l'un des sites de Dordogne les plus visités ⁽¹⁾. Paul-Jean Souriau, collectionneur passionné d'objets de l'époque 1900, avait en 1992 réalisé son rêve en reconstituant un village français d'antan avec sa mairie, sa chapelle, sa ferme, son lavoir, son école où l'on peut passer son certificat d'études, son moulin à vent et ses ateliers d'artisans. Tourneur sur bois, forgeron, bouilleur de cru, fileuse de verre ou bien encore brasseur de bière s'affichent ainsi pour ravir petits et grands, en l'occurrence la famille, cible du parc. Sans oublier un large éventail d'attractions. Le Bournat possède sa propre fête foraine, dix manèges anciens, tous issus de la collection de Paul-Jean Souriau. Le nombre de visiteurs est passé, entre 2009 et 2011 de 87 599 à 104 678 et le CA de 1,35 à 1,83 million d'euros.

Dior Blaiseau

(1) Le parc est ouvert entre avril et septembre. www.lebournat.fr

Dépollution des sites industriels, un marché pour les PME

Les anciens sites industriels doivent souvent être dépollués avant de se tourner vers de nouvelles activités. Un marché en pleine croissance et favorable aux PME.

Embématique des activités industrielles de Bordeaux, le site de la Cornubia a fabriqué pendant des dizaines d'années la fameuse bouillie bordelaise bien connue des viticulteurs et des maraîchers. Au mépris toutefois des règles de sécurité et de respect de l'environnement. Dès lors que faire d'un site très pollué, de près de 3 hectares, situé sur la rive droite de la Garonne, lieu prisé de la future extension de la ville ? L'Etat a répondu avec une première mission confiée à l'Ademe pour la mise en sécurité du site : démolition des bâtiments les plus dégradés, évacuation de 400 tonnes de déchets dangereux, dégazage et nettoyage de 5 citernes. Coût de l'opération 620 000 euros. L'Ademe a confié le chantier à BDS (Bordeaux Démolition Services) qui, lui-même, fait appel à trois sous-traitants spécialisés en dépollution, Mannamiente, Sodi et SIAP. Le chantier qui est achevé ne représente toutefois qu'une

petite partie du travail car le sol reste très pollué. Et selon la vocation du futur site, reconversion industrielle ou intégration dans un projet d'aménagement, le coût de cette dépollution pourrait grimper à plusieurs millions d'euros. « *La dépollution des sols est une activité qui va aller en croissant car les villes ont besoin d'espace et elles sont parties à la reconquête de ces friches* », résume Jean-Louis Bergey, directeur régional de l'Ademe. Même si l'Aquitaine est loin d'avoir le passé industriel d'autres régions comme l'Île de France, la Lorraine ou le Nord Pas de Calais, elle a son lot de sites pollués sur la zone de Lacq, à Bayonne et même à Bordeaux dans le quartier de Bacalan. « *Le volet dépollution est de plus en plus présent dans les consultations auxquelles nous répondons. C'est une activité que nous envisageons de développer* », explique Pierre Guerlou, directeur général de BDS.

Frank Niedercorn

KOMPASS

COMMUNIQUÉ

Connects business to business

Dominique Commery, Directeur de Tracto-Techniques France :
« Kompass International nous a permis de renouveler avec succès notre stratégie de relations clients ».

En quoi consiste votre métier ?

Créée en 1962, Tracto-Techniques est une entreprise allemande aujourd'hui basée en France en Dordogne à Périgueux, au Royaume-Uni, en Australie et aux Etats-Unis. L'entreprise est également présente en Afrique francophone, son nouveau marché cible. Les 600 collaborateurs répartis dans le monde développent et fabriquent des machines pour la pose souterraine et le renouvellement sans tranchée de conduites. Tracto-Techniques est donc spécialisée dans le matériel de forage horizontal, et plus précisément dans le micro-forage de 45 millimètres à 2 mètres de diamètre permettant de passer sous des ouvrages (routes, rivières, immeubles...) sans les endommager.

Les années d'essor industriel, de développement des besoins en énergies, en voies de communication, etc., qu'a connues l'ensemble des pays industrialisés ont permis à Tracto-Techniques de rapidement développer son rendement et d'orienter désormais sa stratégie vers des pays d'Afrique de l'Ouest, du centre et d'Afrique du Nord, essentiellement en zones francophones. D'une certaine façon, le vrai début de l'aventure se déroule aujourd'hui avec des besoins qui croissent à vitesse grand V et de réels besoins pour notre entreprise de mieux connaître ses clients et ses fournisseurs potentiels locaux et internationaux.

Quel est votre positionnement sur le marché mondial ? La crise qui perdure a-t-elle eu un impact sur votre chiffre d'affaires ? Et à quel niveau précisément ?

Notre métier s'est développé rapidement avec l'arrivée des énergies eau, gaz et électricité et des nouvelles voies de communication comme la fibre optique. Il s'agit d'un métier nouveau et très ciblé : nos clients font partie du secteur de l'énergie et sont des opérateurs dans les domaines du gaz, de l'eau, de l'électricité, de la télécommunication et des eaux usées. Notre travail est d'autant plus particulier qu'il n'est pas visible mais souterrain. Sur ce marché de niche croissant, seuls trois concurrents existent dans le monde. Tracto-Techniques se positionne relativement bien avec ses produits et l'entreprise est devenue le leader européen sur certains

produits devant ses concurrents américains Ditch Witch et Vermeer. Avec 80 distributeurs dans le monde, nous affichons un bon positionnement face à la concurrence. Malgré la crise et le ralentissement du marché depuis 2008, nous avons continué à investir et nous espérons que notre chiffre d'affaires augmentera de 10 à 20 % en 2012, après deux ans de stagnation.

Dans le cadre de votre stratégie de communication, quel est le rôle de votre partenariat avec Kompass International ?

Conscients que les moyens de communication que nous utilisons n'étaient peut-être plus adaptés, nous avons souhaité nous doter d'outils plus modernes, dans le but de mieux connaître nos clients et nos fournisseurs. Nous avons donc mis en place un partenariat avec Kompass International afin de mettre à jour nos fichiers et de changer nos habitudes en termes de relations clients et de prospection. Le porte à porte n'étant plus une action suffisamment efficace, nous avons besoin de données pour lancer des campagnes d'e-mailings efficaces, prospecter directement et trouver de nouveaux clients. Autant d'outils développés par le groupe Kompass International. Internet est un formidable vecteur de communication et permet à toute entreprise de communiquer rapidement et efficacement et de présenter son savoir-faire à travers sa vitrine web. Nous bénéficions d'ailleurs d'une visibilité internationale sur le site Kompass.com, nous permettant d'attirer davantage de clients et de nous faire connaître à échelle mondiale comme fournisseurs potentiels.

Par ailleurs, soulignons que ce sont les clients satisfaits qui sont responsables du succès de la société, de même que les bons produits, la qualité professionnelle et les collaborateurs qualifiés et motivés. Avec un taux d'exportation de plus de 60 % dans plus de 50 pays différents, Tracto-Techniques est bien entendu présente sur les grands salons professionnels en France et dans le monde comme Intermat, Expogaz, etc. Enfin, les revues professionnelles restent un bon outil publicitaire et nous permettent également de faire grandir notre notoriété et donc notre réseau.

La famille haute pression

L'entreprise créée, il y a plus de trente ans, par Christian Bélières est maintenant dirigée par ses deux filles. Les nettoyeurs haute pression proposés par la société Hydro-France de Peyrelongue s'exportent aujourd'hui jusqu'au Nigéria.



Fiables et robustes », assure Virginie Bélières pour présenter les qualités des nettoyeurs haute pression fabriqués, sur mesure, dans les ateliers de la PME familiale de Peyrelongue (64) et vendus de 1 500 à 60 000 euros pièce. Hydro-France propose une trentaine de modèles déclinables selon les besoins des clients. Ceux-ci proviennent du milieu agricole, la clientèle historique de la société, mais ce sont également des collectivités territoriales, des industriels et, plus récemment, des entreprises du secteur pétrolier. Il y a deux ans, Virginie Bélières a pris en charge le développement commercial – sa sœur Caroline Lacourrègue s'occupant de l'administratif – en s'attaquant avec un certain succès au marché africain. Angola, Congo mais aussi l'île caribéenne de Saint-Martin, Hydro-France réalise 10 % de son chiffre d'affaires d'1,9 million d'euros à l'export. Un premier contrat vient d'être signé au Nigéria, toujours dans le secteur pétrolier. « Nous bénéficions du portage Total pour l'aide à l'export et demandons un paiement anticipé à l'export pour ne pas prendre de risques », explique Virginie Bélières. Cette PME, qui emploie 20 salariés, commercialise environ 180 nettoyeurs chaque année. Si les créateurs de la société, Christian Bélières et son épouse, sont toujours actifs, leurs deux filles affichent de belles ambitions. Un brevet vient d'être déposé en collaboration avec un de ses clients et un nouveau site web a été lancé à l'attention du milieu vinicole après deux sites internet dédiés aux matériels pétroliers et désherbants.

Vincent Biard

Précurseur industriel du pruneau

Au cœur du Lot-et-Garonne, au Temple-sur-Lot, Longuesserre & fils décline le pruneau d'Agen en 450 spécialités de confiserie aussi gourmandes les unes que les autres.



C'est en 1950 que Roger Longuesserre, fondateur de l'entreprise éponyme, construit son premier tunnel de séchage de pruneaux doté d'un système de mise sur claies original. Une technologie venue d'outre-Atlantique, qu'il fait répliquer en France. Et l'entreprise de devenir « le précurseur du séchage de la prune à l'échelle industrielle dans le plus grand respect des méthodes traditionnelles ». Rachetée en 1999 par Olivier Bertrand, président directeur général, la PME est aujourd'hui leader sur son créneau. N'utilisant que des fruits locaux, Longuesserre & fils est par ailleurs soumise aux contraintes du cahier des charges du label IGP dont bénéficient ses gammes. Six salariés, (jusqu'à 13 à 15 en saison) œuvrent à la fabrication sous la responsabilité de Walter

Bardi, responsable d'exploitation. Malgré des temps difficiles, producteurs en souffrance, concurrence chilienne et pouvoir d'achat en berne, Longuesserre parvient cependant à maintenir son activité et son chiffre d'affaires mais il a fallu baisser les marges. L'export se maintient aussi en direction du Maghreb et de l'Europe du Nord notamment. De nouveaux clients apparaissent telles que les boulangeries. A noter que le site Web génère un chiffre d'affaires qui peine à se développer et que le chiffre d'affaires de la boutique au Temple-sur-Lot se maintient. Cependant, en dépit de la morosité ambiante, la clientèle demeure fidèle tout en continuant d'apprécier le rapport qualité/prix raisonnable des confiseries de la maison.

Alain Le Pors

La solution durable du jetable



Au programme d'Unikeco, commercialisation de gammes de vaisselle jetable biodégradable et partenariats avec les clients pour favoriser le développement durable.

Unikeco, PME fondée en juin 2010 par Cédric Belanger et Sébastien Benaben, commercialise de la vaisselle et des emballages à usage unique 100 % biodégradables ou fabriqués à partir de matières recyclées. Pour ce faire, cette jeune entreprise bordelaise utilise des matières 100 % biodégradables aux propriétés complémentaires (amidon de maïs, fibre de canne, palmier) et propose une gamme complète de vaisselle jetable commercialisée, pour l'heure dans le Sud-Ouest (livraison gratuite). Fort de son savoir-faire, Unikeco accompagne la clientèle professionnelle via la promotion du biodégradable et la protection de l'environnement en développant une communication sur le lieu de vente afin de sensibiliser les consommateurs. Et dans le secteur de la restauration, Unikeco accompagne les entreprises dans leur responsabilité sociétale. Cet engagement passe notamment par la gestion de la fin de vie de leurs produits compostables et de celle des déchets alimentaires. Unikeco a ainsi développé un partenariat pour la gestion des déchets avec la SEDE, plateforme de compostage basée à Cestas en Gironde.

Dior Blaiseau

www.lusseo.com : dormir n'est plus un rêve !

Connue jusqu'alors pour ses vins, ses produits gastronomiques, ses avions ou bien encore ses tissages, l'Aquitaine va bientôt l'être également pour la literie.

Naissance d'une nouvelle marque aquitaine grâce à Vincent Balestrat, créateur du site internet de vente en ligne de matelas et sommiers haut de gamme sous la signature exclusive Lusseo. Doté d'un savoir-faire acquis à la tête de sociétés spécialisées dans cet univers, Vincent Balestrat apporte son expertise aux produits Lusseo. « Avec 7 % de part marché des ventes sur Internet, le secteur du mobilier et de la décoration a un fort potentiel et permet de proposer, à qualité équivalente, un produit 2 à 3 fois moins cher qu'en boutique. Le marché de la literie, 800 millions d'euros en France, est porteur », explique le créateur. Aussi, après plus d'une année de tests dans l'hôtellerie de luxe, Vincent Balestrat lance www.lusseo.com, un site marchand de matelas et sommiers de qualité supérieure. « Offrir la qualité à un prix abordable est notre objectif. Pour l'atteindre et démocratiser ce produit de luxe, nous avons choisi d'éviter les intermédiaires des circuits de distribution traditionnels », pré-



cise Vincent Balestrat. Fourchette de prix pour un matelas et un sommier garantis cinq ans, de 1 690 à 1 990 euros, livraison et installation incluses et reprise de l'ancienne literie. L'objectif : vendre 2 000 ensembles matelas/sommier d'ici la fin de l'année.

Dior Blaiseau

« Rien que pour vous »

C'est une toute jeune entreprise, née en avril 2011, néanmoins porteuse des vingt années d'expérience de sa fondatrice Nathalie Demouchy dans le secteur du foie gras. Après des études d'agroalimentaire et de commerce, Nathalie Demouchy occupe des postes de responsabilité en production, contrôle qualité, recherche et développement puis en commerce BtoB. Autant dire que, lorsque l'entreprise qui l'employait s'est délocalisée, elle choisit tout naturellement de rester dans sa région d'origine, la Dordogne, et de mettre à profit les acquis de cette expérience. C'est ainsi que sont nées la société Valcoly et sa marque de vente « Rien que pour nous ». Implantée dans les locaux de la pépinière d'entreprises Cap@cités de Périgueux (Cré@vallée-Nord), Valcoly propose une gamme de produits festifs à base de foie gras. C'est une gamme riche en saveurs qui marque l'originalité du projet. Autant de terrines de noix de Saint-Jacques au foie gras, de saumon au foie gras, ou d'escargots au foie gras pour flatter nos papilles. La cible de Valcoly est celle des épiceries fines, des cavistes, des comités d'entreprises, des vendeurs de colis gastronomiques, des entreprises de vente à



Valcoly concocte, depuis la Dordogne, des gammes de produits festifs au foie gras.

distance. « La prospection et le référencement ont largement occupé cette première année », raconte Nathalie Demouchy. Et les résultats d'être conformes aux prévisions, malgré les incertitudes pour l'exercice 2012 dues à la crise économique. La période, de septembre à mi-décembre, étant cruciale pour Valcoly. Un vrai « coup de feu », au rythme des fêtes et des cadeaux de fin d'année. Prudente et expérimentée, Nathalie Demouchy avance pas à pas. L'entreprise ne compte que deux permanents salariés, la fabrication se fait avec des intérimaires dans des locaux loués au lycée professionnel agricole de la ville. Soit une souplesse, gage d'adaptation et de succès dans une conjoncture peu favorable.

Alain Le Pors

Le groupe Alphitan : une ETI en construction

Sous l'impulsion de ses deux dirigeants, Jean-Louis Yang et Jérôme Siat, et avec l'appui de la Région Aquitaine, le groupe Alphitan s'est fixé un objectif ambitieux : doubler sa taille pour devenir une Entreprise de taille intermédiaire (ETI), grâce, entre autres, à la croissance tant interne qu'externe, au développement de ses savoir-faire et à celui de son activité à l'international.

« L'expérience montre que la pérennité de notre groupe passe obligatoirement par l'atteinte d'une taille critique de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires et 400 collaborateurs », affirme Jean-Louis Yang, président du groupe Alphitan, un groupe centré sur l'électronique industrielle et les systèmes électroniques tournants (moteurs et alternateurs) et déjà leader en France sur le marché de la maintenance industrielle.

Le chemin parcouru à partir de l'entreprise ajenaise ABE (Atelier de Bobinage Electrique) créée en 1956 est impressionnant. L'entreprise – qui réalise un chiffre d'affaires consolidé de 25 millions d'euros et qui emploie 186 collaborateurs dont 90 ingénieurs et techniciens – est aujourd'hui présente principalement sur quatre secteurs : l'industrie automobile, la fabrication de machines et d'équipements, la métallurgie et industrie du process et le ferroviaire. Elle sert des clients exigeants comme PSA, Alstom, Alcan ou Unilever pour n'en citer que quelques-uns. En France, elle intervient sur deux grands marchés entre lesquels se répartissent à égalité le chiffre d'affaires et les effectifs : la maintenance et la réparation des machines tournantes ; et la réparation électronique de haut vol. Cette double compétence est un atout car elle permet à l'entreprise d'intervenir efficacement, surtout quand se posent des problèmes ardues. Le haut niveau de formation et d'expertise de ses ingénieurs et techniciens – « tous des passionnés », selon leur président – lui permet de trouver la bonne solution même dans des cas complexes.

Des synergies commerciales et techniques

Le groupe, dont le siège est à Bordeaux, est implanté en France avec 10 sites et dispose d'un site en Allemagne. « La nécessité d'augmenter la taille de l'entreprise s'est imposée afin de pouvoir financer des études de R&D ainsi que des investissements lourds, et aussi de compléter nos prestations de maintenance sur des systèmes électroniques », continue Jean-Louis Yang. Qui constate que, depuis la crise de

Les données clés du groupe Alphitan

Siège social à Bordeaux

Dirigeants : Jean-Louis Yang (gestion, RH et juridique) et Jérôme Siat (achats, opérations et commercial)

Chiffre d'affaires consolidé : 25 millions d'euros

Nombre de collaborateurs : 186 dont 90 ingénieurs et techniciens

6 filiales

11 implantations dont 1 en Allemagne

4 grands secteurs d'activité : l'industrie automobile, la fabrication de machines et d'équipements, la métallurgie et industrie du process et le ferroviaire

2008, les besoins des clients se sont modifiés avec une pression forte sur les prix et les délais obligeant l'entreprise à une réactivité accrue. Il faut dire qu'après la reprise d'Oméga en 2007, une vaste structuration du groupe a été menée en 2008 avec une rationalisation des achats et la création d'un centre de services comptables et financiers pour l'ensemble du groupe. Mais c'est véritablement avec l'acquisition d'Innovation Développement – dont le montage financier a été rendu possible par le Conseil régional d'Aquitaine –, que le groupe a pu mettre en place des synergies commerciales et techniques. L'entreprise, qui va recruter 20 collaborateurs (dont une quinzaine d'ingénieurs et techniciens) en 2012 auxquels s'ajouteront des formations en alternance et des VIE débouchant sur des CDI, veut renforcer sa présence à l'export « en Allemagne et dans les pays d'Europe de l'Est dans un premier temps et en Asie dans un deuxième temps ». A cet égard, les premiers contacts avec la Chine sont particulièrement prometteurs. L'objectif de taille critique – qui devrait être atteint par de la croissance organique et de la croissance externe, en France mais surtout à l'international – va lui permettre de rivaliser avec les concurrents européens et



notamment allemands mais aussi d'investir plusieurs millions d'euros par an en R&D pour rester dans le sillage de l'évolution technologique de ses donneurs d'ordre. Le statut d'ETI est ainsi en même temps une condition et une conséquence de ce plan ambitieux de développement.

Henri de Lacroix

Le haut potentiel de l'Allemagne

« L'Allemagne représente un axe stratégique majeur de développement, confirme Jean-Louis Yang. Notre part de marché est aujourd'hui anecdotique mais les perspectives sont prometteuses compte tenu de l'importance de son tissu industriel. »

Alphitan, qui disposait d'un bureau commercial vient d'ouvrir un atelier près de Cologne. Une quinzaine de personnes sont aujourd'hui présentes sur ce site. Le groupe a prévu d'y doubler ses effectifs dès 2012.

Bordeaux Technowest



La pépinière incubateur dédiée aux éco-activités, met à disposition de chaque

porteur de projet

un espace de travail personnel et individualisé. Pour chaque étape du projet, un ensemble de ressources est mis à disposition.

Un parc nouvelle génération...



Martine FAJARDO
BORDEAUX TECHNOWEST - Pépinière d'Entreprises ECOPARC
58 rue Jean Duvert - Immeuble le Fiducia - 33295 BLANQUEFORT Cedex
Tél : 05 56 35 04 97 - Fax : 05 56 57 18 47
m.fajardo@technowest.com - www.technowest.com

notre environnement s'invente ici

Retrouvez nous sur :
www.ecoparc-bordeaux-metropole.fr



Alliances & partenariats : la panacée pour croître ?

Enquête réalisée par Catherine Ménier et Marie Lejeune-Piat

Les alliances et partenariats autour la R&D ou de savoir-faire complémentaires, les regroupements d'entreprises pour gagner des parts de marché deviendraient-ils incontournables pour favoriser le développement des PME/PMI, notamment aquitaines ?

Janvier 2011 : L'EuroSIMA Cluster Glisse aquitain est reconnu Grappe d'entreprises par la DATAR. Bruno Le Maire, alors ministre de l'Agriculture, de l'Aménagement et de la Compétitivité des territoires cite l'EuroSIMA Cluster Glisse parmi les trois clusters exemplaires français en termes de prospection et de développement économique en France et en Europe. Une structure mettant en réseau institutions, entreprises des sports de glisse, centres de formation et de recherche d'Aquitaine afin de développer le business de cette filière. Quelque six années après sa création, EuroSIMA représente 3 500 emplois directs (contre 3 200 en 2006), 125 adhérents, environ 420 entreprises (380 en 2006) et un chiffre d'affaires de 1,7 milliard d'euros fin 2011 (1,3 en 2006).

« C'est un bilan très positif, se félicite son directeur Christophe Seiller, et un bel exemple de la réussite de ces grappes d'entreprises. » Au printemps 2007, non loin de Saint-Jean-Pied-de-Port dans les Pyrénées Atlantiques, sept artisans-créateurs se regroupent pour créer le Village d'Artisans d'Ossès, sur une surface de 3,5 ha. « Nous avons souhaité nous rassembler dans un même environnement afin d'éviter la création d'unités dispersées, de mettre en commun des aménagements, des parkings, des espaces verts, la promotion du site et de mutualiser les démarches commerciales. Aujourd'hui, la clientèle souhaite découvrir les processus de fabrication et acheter des modèles sur mesure. Il faut donc répondre à cette demande », rappelle Michel Goicoechea, Pdg des Poteries du même nom associé au projet. Au final, huit entreprises, de la ferronnerie aux meubles en passant par les poteries, les fromages, le foie gras ou les espadrilles. Un choix qui assure à ces artisans 5 à 20 % de leur chiffre d'affaires tout en leur permettant d'accueillir environ 10 000 personnes aux Portes Ouvertes organisées tous les deux ans. Ce sont aussi les Aliénor du vin de Bordeaux, douze femmes associées depuis 1994 pour promouvoir leurs crus bordelais issus de la rive droite comme de la rive gauche.

Début 2012, Pierra, société implantée dans le Lot-et-Garonne et filiale du groupe girondin Duroux, crée avec trois autres fabricants français le GIE « Pierre reconstituée de France », un label visant à promouvoir la pierre reconstituée en tant que produit naturel de qualité. En mai dernier, deux sociétés bordelaises, MBV.COM, cabinet de conseil en communication interne et managériale, dirigé par Marina Bellouin-Volant, et COHDA, société d'études et de sondages fondée par Séverine Goasguen, unissent leurs compétences pour accompagner PME et grands groupes dans leur pilotage des ressources humaines et leur démarche d'innovation sociale. « Nous voulions toutes les deux élargir notre périmètre d'actions. Une ambition commune, une très bonne entente autour du partage des mêmes valeurs humaines et professionnelles ont fait le reste et nous avons bâti ensemble une offre de services destinée aux entreprises », raconte Marina Bellouin-Volant.

Réduire les coûts de la croissance par la mutualisation

Quelques exemples, parmi d'autres, qui illustrent le développement de ces partenariats. Au-delà des croissances interne et externe toujours prioritaires dans les stratégies d'entreprises, ces alliances ne sont certes pas la seule et unique voie pour se développer, mais elles n'en restent pas moins pertinentes pour croître. « Quel que soit le cas de figure, la croissance, notamment en termes de R&D, coûte cher. Dès lors, participer à des projets collaboratifs ou s'inscrire dans des systèmes mutualisés peut constituer une bonne et belle opportunité. Les entreprises doivent se demander, même si elles sont concurrentes, ce qu'elles peuvent mettre en commun et ainsi mutualiser les coûts et partager certains risques au niveau de la R&D », explique Jean-Georges Micol, directeur d'Aquitaine Développement Innovation (ADI).

« Quatre fabricants ont créé le GIE Pierre reconstituée (à gauche) et sept créateurs, le Village d'Artisans d'Ossès (à droite).



cluster Fruits et Légumes
nutrition santé Lot-et-Garonne



Transferts de technologie

En 2009, Bordeaux Technowest, sous l'impulsion de son directeur François Baffou, lance l'idée de transférer les brevets endormis dans les armoires des grands industriels à des PME/PMI demandeuses de les valoriser. Aujourd'hui, 5 brevets sont transférés ou en cours de transfert. C'est ainsi que FlyOps vient d'officialiser le transfert d'un brevet du CNES pour tests et essais dans le cadre de son projet AirMod (aviations d'affaires et militaire). Le principe de l'AIR-MOD, une exclusivité mondiale, est de coupler un système de liaison par satellite à un service d'opérations en temps réel. Il fonctionne alors comme une boîte de dialogue (similaire à un système email ou SMS) entre le cockpit de l'avion et le service au sol. Le pilote effectue sa demande précise sans se soucier de faire une recherche. Il reçoit en retour les documents dont il a besoin pour réévaluer ses trajectoires et exécuter son vol en toute sécurité. L'AirMod, trois à quatre fois moins cher que les autres systèmes, sert également à gérer les services aux passagers. Début de la commercialisation, en 2013.



Autre exemple de transferts officialisés celui du laboratoire INES (CEA) et de Sunna Design (pépinière ECOPARC de Blanquefort) qui viennent de signer, en février dernier, un contrat de licence autour d'un brevet déposé par l'INES pour l'optimisation d'un nouveau système de pack batterie NiMH pour lampadaire photovoltaïque à système d'éclairage LED. Un projet qui nécessitera deux ans de mise au point avant d'être commercialisé. « Ces transferts représentent de gros investissements humains et financiers. Il se passe de deux à trois ans avant d'arriver à la commercialisation. Car le transfert nécessite non seulement d'adapter le brevet mais également de définir clairement, dès le départ, l'enjeu commercial et la rentabilité du modèle économique. L'investissement s'élève entre 150 000 et 500 000 euros. Les intérêts technologiques et économiques sont donc intimement liés. Mais un dossier exemplaire en termes de montage sera, à terme, payant pour l'entreprise », explique Nicolas Le Roy, chargé de mission innovation chez Bordeaux Technowest. CM



...

d'autres du reste, à travailler ensemble sur la R&D. C'est aussi Territoire de Santé Numérique (TSN), autre projet collaboratif associant, depuis 2011, des sociétés aquitaines, témoins sur le marché français des dossiers médicaux informatisés. En l'occurrence Agfa Healthcare, Cegedim, Hellodoc et McKesson. L'objectif étant de proposer aux professionnels de la santé et aux patients aquitains un bouquet de services en ligne. Parmi les premiers résultats, le déploiement de l'intégration du dossier médical personnel dans les logiciels des professionnels de santé. Des projets collaboratifs très appréciés du Feder enclin à les soutenir financièrement, surtout si cela se passe entre confrères européens. Dans le Lot-et-Garonne, le cluster Fruits et Légumes Nutrition Santé entend aller loin dans le domaine de la mutualisation. Au-delà des missions de prospection collectives, en France ou à l'étranger, ce cluster regroupe des commandes, assure un marketing territorial, met en place des partenariats entre la production et la transformation et des actions de soutien à l'approvisionnement local.

Près de 200 projets financés

« La montée en puissance des pôles de compétitivité et des clusters témoigne du développement de ces machines à projets. L'innovation ouverte se développe pour répondre aux coûts de R&D de plus en plus élevés », poursuit Jean-Georges Micol. Ainsi, depuis 2005, le Conseil régional d'Aquitaine a participé au financement de près de 200 projets en faveur des entreprises (R&D, actions collectives structurantes...) pour un montant de subventions régionales supérieur à 62 millions d'euros auxquels il convient d'ajouter 8,5 millions d'euros de cofinancements du FEDER dédiés à l'innovation. Et les grands groupes de s'associer de près ou de loin à toutes ces initiatives. EADS Développement, filiale du géant aéronautique, se destine ainsi depuis sa création en 1996 au développement des PMI dans les bassins d'emploi où le groupe est présent. « On apporte des aides tant au niveau financier que technique via notamment les Par-Tech du Créati, Techno'Start ou aquitaine Amorçage, explique Jacques de Gevigney, président de EADS Développement. A condition que ces entreprises créent des emplois. En Aquitaine, nous avons ainsi accompagné 250 PMI qui ont créé 3 100 emplois pour un investissement supérieur à 4 millions d'euros. » Une démarche méritoire et volontaire qui part, cependant, d'un constat très pragmatique : « un grand groupe ne peut se développer dans un tissu industriel désertique. Des PMI solides et pérennes permettront de favoriser le développement économique des groupes. Nous avons les moyens techniques et financiers pour le faire et nous nous intéressons à de nombreux secteurs, bien au-delà des métiers d'EADS. »



De gauche à droite : Jacques de Gevigney (président de EADS Développement), Jean-Georges Micol (dg de ADI), Hugues Dupuis (gérant d'écotransfer).



■ Urbamob : le mobilier urbain se fédère

Dans l'absolu, les partenariats entre entreprises sont l'une des possibilités pour accéder à des marchés plus importants. Mais les business modèles peuvent être très différents suivant les cas de figure. Et certains dirigeants préfèrent rester sur leur marché de niche et ne pas sacrifier leur indépendance sur l'autel de la croissance. Ce qui ne nous empêche pas de soutenir ce type d'alliances », observe Alexandre Le Camus, secrétaire général de l'UIMM Gironde-Landes. C'est ainsi que, dans le cadre de Cridem, l'UIMM Aquitaine, en partenariat avec le Conseil régional, a créé, en juin 2011, Urbamob⁽¹⁾. Objectif, structurer et dynamiser la filière de la dizaine d'entreprises aquitaines de mobilier urbain. Une grappe d'entreprises éparées qu'il est nécessaire de fédérer pour mieux répondre aux appels d'offre des nombreux projets d'aménagement qui vont voir le jour en Aquitaine (Bordeaux Euratlantique, bassin à flot, extension du tramway...). « Ces entreprises, réputées dans le reste de la France, ne réalisent que 5 % du chiffre d'affaires de ce marché en Aquitaine. C'est un comble, regrette Luc Rauscent, animateur régional Cridem. Urbamob entend ainsi promouvoir les compétences industrielles régionales en mobilier auprès des collectivités régionales. » Autres objectifs, mutualiser les moyens dans les salons professionnels et, à terme, les achats et créer un label commun dans un axe de développement durable. Enfin, il s'agit de développer, toujours en commun, l'innovation et le mobilier urbain intelligent avec une mutualisation des moyens en termes d'études. Démonstration en septembre à l'Agora 2012 avec présentation du premier prototype commun de mobilier urbain Urbamod (concours bac Kléber)⁽²⁾. « Chacun apporte ses compétences. Nous avançons pas à pas, l'idée étant d'aller encore plus loin dans ce sens là », précise Luc Rauscent. Et plus si affinité...

MLP

1) Cridem : Action collective mise en place par l'UIMM Aquitaine, avec le soutien de l'Etat (Directe) et du Conseil régional pour aider les PMI régionales à s'adapter à la conjoncture et à mettre en place une stratégie de sortie de crise.

2) Agora 2012. Biennale architecture & urbanisme & design



CRÉATION IMPLANTATION PÉPINIÈRE INCUBATEUR CULTURE DE L'ASD : SPATIAL AÉRONAUTIQUE CENTRE AFFAIRES DÉFENSE ÉCO-ACTIVITÉS

25, rue Marcel Issartier 33702 Mérignac
Tél.: 05 56 34 35 44
www.technowest.com





Matériaux composites : une filière que l'Aquitaine entend développer

Mis en œuvre dans plusieurs industries, à commencer par l'aéronautique et l'éolien, les matériaux composites ont le vent en poupe. Avec des compétences en recherche académique et quelques entreprises phares dans le domaine, l'Aquitaine compte bien développer cette filière très technique. Notamment en insistant sur le transfert de technologie et sur une meilleure collaboration entre grandes entreprises, laboratoires de recherche et PME/PMI.

Avions, éoliennes, bateaux, tuyères de fusées ou... pieds pour caméras. Difficile de dire où les matériaux composites ne vont pas se nicher. Jusqu'à représenter une part prépondérante de certains produits à l'image du futur Airbus A 350. Autant dire que cette activité est cruciale et que l'Aquitaine en a bien identifié l'intérêt. Si ces matériaux sont en plein développement depuis une quinzaine d'années, c'est qu'ils sont à la fois légers tout en offrant d'excellentes qualités mécaniques. D'où l'appétit des industriels et notamment des aviateurs qui ont fait d'énormes efforts pour remplacer le métal par ces nouveaux matériaux. Pour se faire une place au soleil des composites, la région a des atouts. D'abord la présence de grandes entreprises à l'image de Dassault Aviation avec son usine de Biarritz qui fabrique les éléments en composite du Rafale. Ou bien encore de Snecma Propulsion Solide (SPS désormais fusionnée avec SME pour donner naissance à Herakles) qui, au Haillan en Gironde, met en œuvre des matériaux composites aux performances exceptionnelles capables d'encaisser des températures supérieures à 1 000 degrés. Si bien que l'entreprise est associée à côté du CNRS, de l'université de Bordeaux et du CEA, au Laboratoire des composites thermostrostructuraux (LCTS) qui étudie les matériaux placés dans des conditions extrêmes. Autre industriel important, Astrium, une filiale d'EADS, qui fonde des espoirs importants sur le marché de l'éolien.

Des entreprises moyennes de visibilité mondiale

Derrière ces grandes entreprises, pointent deux entreprises de taille moyenne mais ayant une visibilité mondiale. D'abord Composite Aquitaine une filiale de Sogerma qui

appartient au groupe EADS. Basée dans le Médoc en Gironde, l'entreprise qui emploie quelque 500 personnes est un fournisseur d'Airbus. L'autre, Epsilon Composite, également basée dans le Médoc, fabrique de façon industrielle plusieurs millions de mètres de profilés et de tubes de carbone grâce à la pultrusion. Des produits semi-finis destinés à des secteurs aussi différents que l'énergie, le BTP, le textile ou encore l'automobile. Les deux grands chantiers navals, CNB à Bordeaux mais surtout Couach à Gujan Mestras, font massivement appel au composite. C'est même la grande spécialité de Couach avec des yachts, mais également des vedettes militaires, capables d'atteindre des vitesses élevées de l'ordre de 50 et bientôt 70 nœuds avec une autonomie très importante permettant de traverser l'Atlantique. « Sur les 250 personnes que nous employons 70 travaillent le composite. Sans parler des 8 ingénieurs de notre bureau d'étude », insiste Eric-Robert Peillard, directeur général de Couach. Derrière, une trentaine de petites entreprises sont disséminées. A l'image d'Axyal à côté de Pau qui travaille pour le monde médical et l'aéronautique ou de Polycontact dans les Landes qui fabrique des radomes de toutes tailles et a aussi innové avec le premier arçon de selle en composites.

Rapprocher grands groupes et PME

Un constat lucide s'impose toutefois. L'Aquitaine n'a pas de locomotives aussi puissantes que celle de Nantes avec son usine Airbus spécialisée dans les composites ou de la Provence qui tire parti de la présence d'Eurocopter à Marignane. « Dans la région, le gros donneur d'ordres reste l'aéronautique et un peu le nautisme. Et encore, ce secteur ne sous-traite-t-il souvent que



Qu'est-ce qu'un matériau composite ?

Un matériau composite est un assemblage d'au moins deux matériaux ce qui lui confère des propriétés nouvelles, notamment en termes de légèreté et de rigidité. Aujourd'hui, les matériaux composites les plus utilisés dans l'industrie associent des fibres (verre, carbone ou encore aramide) avec de la résine (thermoplastique, thermosable voire céramique). Les fibres apportant les propriétés mécaniques tandis que la résine assure la cohésion de la structure. La qualité du matériau mais également la complexité de sa fabrication est notamment liée au type, à la longueur et à la façon dont sont disposées les fibres, ainsi qu'au procédé industriel utilisé (moulage, l'infusion, imprégnation, injection...). Outre leur fabrication moins facilement automatisable, l'un des principaux handicaps de bien des composites reste aujourd'hui leur caractère difficilement recyclable.



des pièces à faible valeur ajoutée », résume Fabien Baumann qui dirige Plastinov, une PME d'une trentaine de personnes basée dans le Lot et Garonne. « Malgré un bon savoir-faire local, il manque un lien entre donneurs d'ordres et PME », explique Philippe Gonin, en charge de ce secteur à la Région Aquitaine. D'ailleurs seuls deux Instituts de recherche technologiques (IRT), ont été labellisés à Nantes et Toulouse dans le cadre des Investissements d'Avenir. Le projet aquitain n'ayant pas été retenu. Dès 2009, l'objectif de la Région a donc été de structurer « un paysage émetteur », note Philippe Gonin. On parle de filière mais ce sont avant tout des technologies avec des applications industrielles. Si bien que l'on peut regarder le problème en adoptant une logique purement technique ou bien du point de vue des applications. » L'objectif fut ainsi de favoriser le rapprochement des grandes entreprises, maîtrisant des technologies clés, et des PME à travers une série de projets. Dans le cadre du pôle Aerospace Valley, le projet Theorem mené par Thalès avec plusieurs PME dont Rescoll et Mipnet, vise à la mise au point de nouveaux matériaux composites offrant des performances thermiques proche de celle de l'aluminium. Le projet MACOTHEC, également labellisé par Aerospace Valley auquel participe la société Rescoll (société de recherche sous contrat), veut mettre au point de nouveaux composites plus simples à fabriquer car n'ayant pas besoin de passer par une longue phase de cuisson avec traitement autoclave. « L'objectif est d'augmenter les cadences de fabrication sans perte de propriétés mécaniques », précise José Alcorta, dirigeant de Rescoll, Avec plusieurs laboratoires borde-



Enquête réalisée par Frank Niedercorn

Emac met des nanotubes de carbone dans son caoutchouc

En 2006, Didier Chauffaille et Pierre Lalanne rachètent l'entreprise dans laquelle ils sont cadres. Emac, née dans les années 1950 à Mauléon au Pays Basque, fabrique des produits à base de caoutchouc. « J'ai alors pensé que nous devons nous concentrer sur les métiers à forte valeur ajoutée », explique Didier Chauffaille aujourd'hui directeur général d'une entreprise qui réalise 12,5 millions d'euros de chiffre d'affaires avec 75 personnes. Emac parie alors sur les mélanges compliqués et de plus en plus techniques demandés par les industriels. Et notamment des composites d'un nouveau type associant des charges de taille nanométrique comme les nanotubes de carbone. L'entreprise est ainsi très impliquée dans une collaboration avec Arkema, via la plateforme technologique Canoe. Emac veut ainsi associer des nanoparticules au caoutchouc afin de lui apporter de nouvelles fonctions. Des recherches confidentielles mais qui permettraient d'améliorer les performances du caoutchouc dans le domaine de la protection thermiques des boosters de fusées.

■ ■ ■

lais et palois, ainsi qu'avec la petite société Axyal de Pau, Thales a également travaillé à faire baisser le poids d'un casque destiné aux pilotes de chasse en intégrant des nanoparticules dans le matériau composite de la coque.

Passer de l'artisanat à l'industrie

L'éolien constitue aussi un champ de recherche important. Notamment pour Plastinov qui travaille beaucoup pour Areva Wind à la fabrication ou à la réparation de pièces de structure. « *Après l'aéronautique, c'est le secteur d'avenir* », confirme José Alcorta. Plusieurs projets concernent les pales d'éoliennes du futur. Dans l'un d'entre eux, baptisé Ice & Wind, Rescoll cherche à mettre au point un nouveau type de revêtement permettant aux pales d'éolienne de s'affranchir des problèmes dus au givre. Quant au projet Eodis qui associe Astrium et Plastinov, il a pour ambition de rendre ces mêmes éoliennes « discrètes » afin de ne plus perturber les radars de la météo ou de la navigation aérienne. Le dernier en date, Effiwind, répond à un appel à manifestation d'intérêt de l'Ademe Investissements d'avenir. Associant Arkema, Valorem et Plastinov, il vise à mettre au point des pales aux dimensions plus importantes que celles existant aujourd'hui. L'autre objectif est d'accompagner des entreprises « *souvent à la frontière de l'artisanat et de l'industrie* », note Philippe Gonin et également de leur donner l'occasion de mettre au point de nouveaux procédés de fabrication. C'est la vocation de la plateforme technique Compositadour financée par l'Europe à hauteur de 2,7 millions d'euros qui est adossée à l'école d'ingénieurs Estia et qui a été dotée de moyens de productions ultra-modernes mis à disposition des entreprises. « *Nous maîtrisons quatre procédés de fabrication avec les machines correspondantes* », assure Francis Sedeilhan son dirigeant.

Automatiser une production quasi artisanale

Le défi proposé par les matériaux composites est d'arriver à automatiser une production jusqu'à présent souvent quasi artisanale. Ce qui exige des investissements lourds. C'est exactement le cas de Composites Aquitaine qui a décroché un très gros contrat de fabrication qui à terme exigera de fournir 8 000 pièces par mois destinées à l'Airbus A350 et qui a pu tester un nouveau procédé de fabrication sur une machine robotisée, mise au point par une PME bretonne, Coriolis, acquise par Compositadour.

« *Le lien avec les grands groupes et la recherche académique est extrêmement important pour nous* », insiste Maxime Charman, responsable technique de Emac et qui a d'ailleurs été embauché via une thèse financée dans le cadre d'un contrat Cifre. Car l'avenir est aussi à l'innovation et à la recherche. Ainsi devrait-on voir se généraliser des composites à base de fibres naturelles comme le chanvre. Des travaux pourraient ainsi s'ouvrir avec Euralis qui fournirait la matière première. A l'arrivée un matériau relativement peu coûteux et surtout recyclable utilisable dans la construction par exemple. A plus long terme les composites devraient acquérir des caractéristiques encore plus étonnantes. C'est l'objectif de la plateforme technologique Canoe (Consortium aquitain d'innovation en nanomatériaux et composants électroniques organiques) qui s'appuie sur les compétences des laboratoires de l'universi-



té de Bordeaux et dont l'objectif est d'associer des nanoparticules aux matériaux composites. En associant des nanotubes de carbone entre eux on pourrait fabriquer du fil aux propriétés mécaniques inégalées. Dans d'autres cas le matériau deviendrait conducteur et l'on pourrait envisager de bouleverser la fabrication de panneaux photovoltaïques. L'intérêt étant ensuite de favoriser la création de start-up.

Frank Niedercorn

BHR Aircraft conçoit un hélicoptère poids plume



Avec son Mustang F290 en attente d'une homologation, BHR Aircraft compte bien démocratiser l'hélicoptère ⁽¹⁾. Avec un poids de 280 kilogrammes et un prix de 150 000 euros, « ce sera à la fois le plus léger et le moins cher du marché et l'hélicoptère deviendra accessible au plus grand nombre », assure Daniel Michau, tout à la fois directeur commercial et pilote d'essai de BHR Aircraft. Pour parvenir à ce résultat, ce bureau d'études qui emploie une quinzaine de personnes a utilisé au maximum les possibilités offertes par les matériaux composites avec une

structure en carbone associée à du kevlar. Des techniques qui ont été empruntées au monde de la Formule 1, puisqu'à côté du concepteur Pascal Bernuchon, certains ingénieurs viennent de la course automobile. La fabrication sera assurée par Helitechnica la société sœur de BHR Aircraft avec des pièces qui seront fournies par Mecabasko un sous-traitant situé à Cambo-les-Bains. Basées à Anglet, les deux sociétés devraient disposer à la rentrée de leur propre usine construite cet été à Bayonne.

(1) *BHR Aircraft fabrique aussi le Fandango*

Entreprises numériques responsables



Une *Entreprise Numérique Responsable* intègre volontairement des préoccupations éthiques, environnementales et sociales dans ses activités commerciales et dans ses relations avec toutes les parties prenantes internes et externes, explique Armand Lulka, président de France IT. Il était nécessaire de créer ce label national car, si les entreprises affichaient déjà de bonnes pratiques celles-ci n'étaient pas encore nécessairement formalisées. Des chartes existent sur le plan déclaratif, mais il fallait aller plus loin et faire en sorte que ce label impose à l'entreprise de se poser les bonnes questions sur ses process. L'idée consiste à valoriser la dimension sociétale des entreprises numériques auprès de leurs clients et prospects. C'est une structure auditrice indépendante, Made In Respect, qui a réalisé l'évaluation des entreprises. Une évaluation qui reposait à la fois sur le dossier

de candidature mais également sur la satisfaction client. Le Comité d'Attribution du Label (CATLAB), délivre le label. Un comité composé de personnalités du monde informatique indépendantes de la gouvernance de France IT. Ce label est attribué pour une période de deux ans et doit être confirmé, ensuite, par un audit de renouvellement.

Tout sur le Web

Aliénor.net créée en 1985 (ex Aliénor Télématique) reste, pour l'heure, la seule entreprise aquitaine à avoir obtenu ce label. Ses métiers ? Le développement, l'hébergement, la communication et le webmarketing, le tout sur le Web. Cette agence bordelaise internet est, depuis 1999, une filiale du groupe Aquitem spécialisé dans les nouvelles technolo-

Aliénor.net, agence internet bordelaise, vient de recevoir, parmi treize autres entreprises françaises, le label **Entreprise Numérique Responsable**. Label décerné par France IT, réseau national des clusters numériques ⁽¹⁾.

gies. « *Aliénor.net est le premier opérateur d'Aquitaine en hébergement web professionnel sur ses propres installations gérées par des équipes internes* », précise ce spécialiste du web. L'enquête satisfaction menée pour l'obtention du label a pu prouver que « 95 % de nos clients interrogés s'annonçaient satisfaits quant aux échanges clairs, transparents et compréhensibles », apprécie la PME. Parmi les clients, Carsat Aquitaine, Ibaseo, les mairies de Bayonne et de Périgueux, ou bien encore l'office de tourisme de Pauillac.

Florent Moreau

(1) *Entreprises labellisées : 2S3I ; Adista ; Aliénor.Net ; Alsatis ; C'Pro Informatique ; Cienum ; E-Obstechnologies ; Equation ; Fingerprint Technologie ; Jnesis ; Proxival ; SFI ; Telecom Object.*

Communiqué



UNE TROISIÈME VIE POUR LES SOUS PRODUITS DE L'AGROALIMENTAIRE !
Zoom sur l'Aquitaine

L'Aquitaine mise sur la méthanisation pour développer les énergies renouvelables sur son territoire. Peu consommatrice en énergie, elle permet de transformer en biogaz de la matière organique et de produire un résidu fertilisant. Dans ce contexte, mieux connaître les gisements potentiels de déchets organiques est essentiel. C'est une partie de l'ambition du projet européen VALUE * qui a démarré par leurs recensements dans les filières de production de fruits et légumes de l'espace SUDOE**.

Produire de l'énergie à partir de tiges par exemple, c'est possible ! VALUE propose de valoriser les tiges après récolte et suggère une troisième vie pour les écartés (terme donné aux produits écartés des filières de la grande distribution car non conformes). Utilisés pour les confitures, l'aide alimentaire ou remis

sur les champs, ces derniers pourraient être valorisés différemment et efficacement grâce à la méthanisation, technique à l'intérêt économique confirmé.

L'APESA, forte de son expertise dans ce domaine accompagne ce projet en Aquitaine. Avec le soutien de la FRCAA elle a mené ce travail de recensement des résidus potentiellement méthanisables et travaille sur le développement d'une technologie originale de méthanisation à destination des acteurs majeurs de la filière agro alimentaire.

Après une journée technique de sensibilisation à Tarbes en octobre 2011, les travaux des partenaires VALUE seront présentés cet automne : valorisations énergétique et matière pour le versant français. Côté espagnol, les exploitations de plus grandes tailles et une ges-

tion différente des retraits permettront d'aborder d'autres pistes. L'idée étant de mutualiser les résultats et de présenter les technologies possibles aux acteurs.

*VALUE - Echanges et transferts technologiques pour la Valorisation de déchets issus de l'industrie agroalimentaire de fruits et légumes du SUDOE - (01/01/2011 - 31/12/2012). Action financée dans le cadre du programme SUDOE INTERREG IVB

**SUDOE : Espace de coopération territoriale de l'Espace Sud-ouest Européen

APESA, centre technologique en environnement et maîtrise des risques propose des solutions concrètes vers un développement durable grâce à ses pôles d'activités : Management Environnement & Sécurité - Technologies Energie Environnement - Eco innovation et ses capacités d'animation et de mise en réseau.
www.apesa.fr

Externalisation : le syndrome du pluvian d'Egypte

Quand l'entreprise grandit, les dirigeants n'ont plus toujours le temps de tout gérer. Externaliser certaines missions peut se révéler judicieux. A condition de respecter le mode d'emploi.

Savez-vous ce que sont les pluvians d'Egypte ? Ce sont ces oiseaux qui sont indispensables aux crocodiles du Nil car ils leurs nettoient les dents. Le crocodile pourrait les manger, mais ces oiseaux lui sont tellement nécessaires qu'il ne le fait pas. Une image à rapprocher de celle du dirigeant contraint d'envisager l'externalisation de certaines tâches lorsque son entreprise s'accroît. Externaliser une partie de ses missions revient, pour le chef d'entreprise, à se retrouver ainsi dans la peau du crocodile. Il n'aime pas trop le faire, mais c'est parfois indispensable. En effet, les dirigeants d'entreprises se voient confrontés à une double problématique :

- Ils doivent être à la fois toujours plus performants sur leur cœur de métier car l'environnement commercial est de plus en plus concurrentiel. Le besoin d'innover et de trouver de nouveaux marchés n'a jamais été aussi important, voire vital.
- L'entreprise évolue dans un environnement juridique et administratif de plus en plus complexe et cette partie est chronophage. Le métier de dirigeant d'entreprise n'a, dans ce contexte, jamais été aussi complexe. Et, lorsque l'entreprise parvient à une certaine taille, les dirigeants n'ont plus la capacité de tout gérer. La solution d'externaliser, qui n'est pas directement rentable, reste toute-fois une solution.

Que peut-on externaliser ?

En tout premier lieu, il n'est pas question d'externaliser son cœur de métier. Ensuite, il existe deux types de missions à externaliser :

- Celles qui prennent un temps important et qui apportent peu de valeur ajoutée (la gestion administrative, la préparation de la comptabilité...);
- Celles pour lesquelles l'expertise d'un professionnel est importante (le recrutement, la

formation professionnelle, la mise en place d'une norme). Dans ce cas, l'externalisation et le conseil sont très liés.

Comment faire ?

Il faut bien définir le périmètre de l'externalisation. Par exemple, externaliser la gestion des ressources humaines, ne veut pas dire pour autant se décharger du management des équipes. Cela veut dire analyser les besoins de formation, élaborer et suivre les dossiers. Car les validations des formations reviendront toujours au dirigeant.

Il faut rencontrer plusieurs prestataires (2 ou 3). Chaque entreprise étant différente, la réponse du prestataire devra être adaptée. Ainsi, les critères de choix pourraient être les suivants : capacité d'adaptation à la problématique, modalité de suivi des résultats, réactivité, capacité à bien définir ce que le prestataire est en capacité de faire (certains disent savoir tout faire, ce qui n'est pas cré- dible) et rapport qualité/prix.

Il faut préciser les tâches à externaliser. Cette partie est délicate. En effet, si cette répartition n'est pas correctement anticipée, certaines actions ne pourront pas être prises en charge. Par exemple, en ce qui concerne l'externalisation de la gestion de la formation professionnelle, il existe de multiples tâches potentiellement externalisables. Le chef d'entreprise doit donc réfléchir à l'opportunité d'externaliser telle ou telle fonction : est-ce la gestion du plan de formation, ou seulement la gestion des DIF (Droits individuels



Raphaël Visnadi,
gérant de GOGI RH

à la formation) ? Ou les deux ? Le prestataire doit-il monter les dossiers de prise en charge ? Ou seulement rechercher les organismes de formation ?

La mise en place opérationnelle

Les entreprises fonctionnent de façon différente. Le prestataire devra donc bien comprendre le fonctionnement de l'entreprise cliente pour répondre au mieux à la mission. Il sera ainsi important de nommer un collaborateur en interne pour faire le lien. En effet, cette interface devra permettre de transmettre les documents et les informations nécessaires à la réalisation de la mission.

Le suivi

Afin de garantir la mission, il est important de faire le point régulièrement, surtout au début, pour bien définir les procédures de travail. Mais attention, externaliser une mission ne consiste pas à s'en décharger complètement. Cela revient à trouver un professionnel qui va accompagner l'entreprise dans un environnement de plus en plus complexe en réalisant un certain nombre de tâches. Le prestataire pourra travailler dans de bonnes conditions s'il a l'ensemble des informations et des réponses rapides pour effectuer son travail.

Raphaël Visnadi, gérant de GOGI RH
Gogirh.wordpress.com

Management : Intégrer une vraie direction financière

Avec la crise, l'environnement bancaire devient incertain ; des compétences financières sont donc désormais indispensables pour accompagner l'entrepreneur et l'aider à anticiper les risques.

Aujourd'hui, tout s'accélère, il faut donc diriger beaucoup plus vite. La connaissance de son métier, les réflexes acquis par l'expérience et l'intuition de l'avenir sont des qualités nécessaires mais elles ne sont plus suffisantes. La direction financière s'est, depuis longtemps, libérée de l'interprétation littérale des résultats comptables. C'est aujourd'hui une fonction dynamique dont le rôle est de maîtriser les outils nécessaires à l'analyse et au suivi de l'équilibre financier, d'aborder les opérations financières avec une vision stratégique et d'évaluer les enjeux liés aux éventuelles modifications du haut de bilan. En une phrase, c'est : optimiser la rentabilité des fonds propres sans mettre en danger l'entreprise. On attend de la direction financière des compétences techniques, bien sûr, mais aussi une vraie empathie envers les femmes et les hommes de l'entreprise afin que ses directives, ses avis et ses conseils soient suivis d'effet. Pourquoi alors que les grandes entreprises ne peuvent pas se passer de direction financière, les PME/PMI n'en bénéficieraient-elles pas ? Toute entreprise, grande ou petite, doit en effet disposer d'un strict contrôle de gestion et d'une parfaite maîtrise de ses flux financiers.

Le contrôle de gestion, outil de pilotage

Même simple, le regroupement des données comptables et commerciales, dans des synthèses claires, est indispensable. Il permet d'appréhender et de mesurer, par des chiffres-clés associés à des indicateurs-métiers, l'évolution de l'entreprise par rapport au passé (mesure de progrès) et par rapport aux objectifs (mesure de performance), et ceci, quelle que soit la taille de l'entreprise. Ces éléments sont simples à mettre en œuvre. Il suffit de le vouloir et d'exiger que soient enregistrés régulièrement les documents comptables



Alain Goetzmann,
président de Delta Inter
Management Creating
Value

qui accompagnent les événements d'une entreprise. Les techniques qui permettent d'améliorer les performances : Lean management pour un fonctionnement plus frugal, benchmarking pour se mesurer à ses concurrents, mécanismes de formation des prix, ABC Costing et Analyse de la valeur pour optimiser marge et compétitivité, Yield management pour une meilleure occupation des hommes et des investissements sont autant de locutions barbares pour définir des techniques de bon sens, de surcroît simples à utiliser.

Optimiser les flux financiers

On peut très bien gagner de l'argent et faire faillite si on ne sait pas gérer ses avoirs. Prévoir l'évolution de son financement et de sa trésorerie, gérer avec attention comptes clients et fournisseurs, garder un œil vigilant sur les stocks et apprécier la rentabilité prévisionnelle de ses investissements ne sont pas des pertes de temps. Les méthodes et techniques financières ne sont pas com-

pliquées et ne sont pas l'apanage des grands groupes. Il faut donc qu'à côté du métier exercé par l'entreprise et généralement conduit par son fondateur dans les PME, il y ait un collaborateur qui les maîtrise et l'aide à prévoir et à mesurer les enjeux de ses décisions. Bien sûr, un poste de directeur financier a un coût et, selon la taille de l'entreprise, ce coût peut être rédhibitoire. Mais aujourd'hui, on commence à trouver des cabinets de direction financière externalisée à temps partagé. Voilà, pour les plus petites, un moyen d'intégrer à l'entreprise, des techniques de gestion modernes et efficaces dans le cadre d'un budget maîtrisé. L'entreprise de demain devra concilier excellence dans son métier, performance dans sa gestion et optimisation de ses flux financiers. Comme chaque PME a vocation à devenir une grande entreprise, plus tôt elle intègre ces méthodes et plus vite elle ira.

Alain Goetzmann, président de Delta Inter Management Creating Value
www.deltaintermanagement.com

Les Français toujours plus sensibles à l'environnement

Une majorité de la population connaît désormais le concept de développement durable, annonce le Crédoc. Cette notion continue de se frayer un chemin dans les esprits. Alors qu'en 2004, seul un tiers du corps social avait une idée précise de la signification de l'expression, la proportion s'élève aujourd'hui à 51 %, soit +5 points /2010. » Cependant, l'écart des connaissances se creuse entre les différentes catégories socioprofessionnelles. D'un côté, 87 % des cadres se font une idée précise de la notion, soit +29 points en sept ans. De l'autre, « les personnes sans formation ou aux revenus modestes qui s'approprient moins vite le concept : seulement 37 % des ouvriers connaissent l'expression », précise l'étude. Pour 53 % des personnes interrogées, la notion de développement durable reste principalement associée à la protection de l'environnement. 26 % d'entre elles mentionnent l'économie des ressources et 19 % font référence à ses aspects politiques, sociaux et économiques. Cependant, les citoyens ont bien conscience de leur impact sur l'environnement. Et le Crédoc de préciser : « Non seulement la notoriété du développement durable progresse, mais les citoyens se sentent partie prenante du processus. 93 % des Français s'accordent à penser que les efforts individuels peuvent avoir un impact important sur la protection de l'environnement et 78 % reconnaissent qu'ils pourraient faire plus ou mieux dans ce domaine. »

Etre mieux informés sur les réflexes à adopter

« Eviter le gaspillage et consommer local », tels sont les deux types de conduites le plus associées à l'idée de consommation durable. La chasse au gaspillage est citée par 57 % de la population (+6 points/2009) et la consommation de produits locaux par 43 %, (+15 points). Consommer de façon plus responsable, certes mais encore faut-il que les produits « verts » se vendent au même prix que leurs homologues « classiques ». 52 % souhaiteraient avoir une offre plus large dans ce domaine. Presque autant aimeraient pouvoir repérer plus facilement ces produits même s'ils sont 49 % à repérer de mieux en mieux les produits locaux dans les rayons. Par ailleurs, « 43 % souhaiteraient être mieux informés des réflexes à adopter pour limiter l'impact de leur consommation sur la planète (+4 points). Cette évolution est d'autant plus notable que la crise et les inquiétudes sur le pouvoir d'achat auraient pu, au contraire, contribuer à focaliser la population sur la question du prix »,

La dernière étude* réalisée, à la demande de l'Ademe, par le Crédoc dans l'enquête sur « les conditions de vie et les aspirations des Français » montre que les notions liées au développement durable font leur chemin dans notre société.

constate l'étude. Des attentes également du côté de l'affichage environnemental : 56 % des personnes interrogées, y compris dans les catégories les moins aisées, jugent l'information utile (+ 4 points/ 2010). Or, en matière de repérage ou d'information, la population est toujours aussi majoritairement insatisfaite. Seuls 36 % des consommateurs identifient facilement les produits présentés comme respectueux de l'environnement dans les rayons,

Une sensibilité à la pollution de l'air

En ce qui concerne la qualité de l'air intérieur, seulement 37 % des personnes interrogées se disent beaucoup ou assez inquiètes des risques liés à la qualité de l'air intérieur. L'inquiétude par rapport à la qualité de l'air intérieur culmine, cependant, chez les personnes à la santé fragile. 72 % de nos concitoyens disent avoir été informés sur la pollution de l'air intérieur, principalement via la télévision. 97 % des Français déclarent aérer leur logement au moins cinq minutes tous les jours. Même s'ils sont 40 % à utiliser régulièrement des produits d'entretien sous forme d'aérosols.

La population semble beaucoup plus concernée par les problèmes de pollution de l'air extérieur : 82 % se disent prêts à renoncer à leur voiture en cas de pic de pollution. Le recours aux transports en commun (34 %), la marche à pied (21 %) et le vélo (20 %) seraient les principaux modes de substitution. Les ZAPA - Zones d'Actions Prioritaires pour l'Air -, instaurées par le Grenelle 2 et expé-



rimentés en 2012, sont un signe de l'intérêt du grand public pour ce sujet. 30 % seraient favorables à ces zones visant uniquement les camionnettes, les poids lourds et les bus, et 45 % accueilleraient positivement la mesure si elle concernait tous les véhicules, y compris les voitures particulières et les deux-roues motorisés. Seuls 22 % se disent opposés à la mesure.

Bertrand Dassonville

* L'enquête barométrique initiée par l'Ademe en 1995 intègre régulièrement de nouvelles questions. Etude réalisée en « face à face », en juin 2011, auprès d'un échantillon représentatif de 2 024 personnes, âgées de 18 ans et plus. Plus d'infos sur www.credoc.fr.



Lyonnaise des Eaux installe au cœur du campus bordelais, à Talence, un centre de recherche et de développement afin de poursuivre ses efforts d'innovation.

Elle continuera ainsi à apporter des solutions à la hauteur des enjeux et des attentes du territoire aquitain et des métropoles de demain.



REPENSER COLLECTIVEMENT LE FUTUR DE L'EAU DES MÉTROPOLES

INNOVER
par une fertilisation croisée entre recherche publique et recherche privée

DÉVELOPPER
par le transfert des technologies et par l'aide à la création de start-up

FORMER
les collaborateurs de l'entreprise et ses partenaires, participer à la professionnalisation des étudiants

Une équipe de **22 personnes**
Plus de **100 collaborateurs** extérieurs, dont **50** sur le territoire
28 projets de recherche en cours
7 doctorants

www.le-lyre.fr



Des idées neuves sur l'eau

Trouver l'équilibre

Le score est sans appel : 62 % des cadres français préfèrent gagner davantage plutôt que d'avoir plus de temps libre. C'est le principal constat d'une étude réalisée par l'Ifop pour Good Technology, société américaine spécialisée dans les nouvelles technologies. Dans cette étude « *Quand la vie professionnelle des cadres rencontre leur vie privée* », l'Ifop confirme combien la frontière est ténue entre vie professionnelle et vie personnelle. En moyenne, les cadres français évaluent leur journée de travail à 9 heures. « *Durant cette journée, 96 % d'entre eux avouent réaliser des activités privées au bureau* », précise l'étude. De l'appel à un proche à la consultation du Net (sites, courriels personnels, comptes bancaires, achats, réseaux sociaux) en passant par la gestion de problèmes privés ou l'organisation des loisirs : la palette est large. Néanmoins (ceci expliquant cela ?), 67 % des cadres continuent de travailler hors de leur entreprise. « *En moyenne, ils consacrent 4 heures par semaine à leur métier en dehors du cadre professionnel. Et 85 % déclarent, au moins une fois dans la semaine, travailler en*

Augmentation du temps libre ou progression du salaire ? A cette question, près de deux tiers des cadres d'entreprises français accordent leur préférence à l'aspect pécuniaire. Un tiers seulement souhaitant pouvoir consacrer davantage de temps à leurs loisirs. Mais c'est surtout au niveau des interférences entre les deux univers, le professionnel et le privé, que le bât blesse.



dehors des horaires habituels de bureau », confirme l'Ifop. Connectés en permanence à leur travail, via les téléphones, ordinateurs portables..., 73 % des cadres français déclarent consulter leurs courriels professionnels lorsqu'ils sont chez eux et 66 % lorsqu'ils sont malades. Sachant que 54 % d'entre eux gèrent leur courrier électronique pendant les réunions ! « *Vie privée et vie professionnelle ne sont plus distinctement séparées. Et ce n'est pas sans conséquence* », observe Good Technology.

Pour 40 % des interviewés, cet équilibre (qui n'en est plus un) a évolué dans le mauvais sens depuis cinq ans. Une large majorité des cadres approuve ainsi un blocage d'accès aux courriels professionnels par leur entreprise pendant les congés et autres. 71 % se fixent des règles et s'interdisent de travailler sur des périodes définies en dehors du bureau. Dans ce contexte, les nouvelles technologies (smartphone, tablette...) en prennent pour leur grade : 67 % des cadres estiment que ces équipements sont un moyen de les faire travailler plus sans rémunération, 57 % qu'ils accroissent le stress et 50 % qu'ils sont un moyen de surveiller leur activité à distance. « *Preuve de l'existence d'une certaine défiance envers ces nouvelles technologies chez les cadres français* », conclut l'étude.

John Matthews





Avec vous
je crée votre nouveau cadre de vie
je conçois puis coordonne votre projet

- Redistribution de l'espace
- Aménagements intérieurs
- Décoration



Olivier DUPUIS
Assistance Maîtrise d'Ouvrage des particuliers

www.reform-habitat.fr

Saint-Jean-de-Luz
06 12 16 36 59

Questions à Cristina Egal, directrice de l'agence de communication éponyme

« La communication interne nourrit la culture d'entreprise et le sentiment d'appartenance. »



Quelle est la fonction de la communication interne au sein d'une entreprise ?

La communication interne est souvent laissée de côté dans les PME/PMI, considérée comme le parent pauvre et, pourtant, elle est l'un des facteurs clés de succès des entreprises car elle contribue à leurs performances. En termes de définition, elle correspond à l'ensemble des actions de communication mises en œuvre au sein d'une entreprise entre les dirigeants et leurs collaborateurs. De la hiérarchie vers les équipes, mais également entre collègues. Cette communication reste primordiale car elle sert à partager l'information de la PME, une actualité économique ou sociale, et les nouveaux projets. Elle renforce les liens entre dirigeants et collaborateurs, motive les équipes et permet de les impliquer dans les projets de l'entreprise. Il ne faudrait pas, à titre d'exemple, que les salariés apprennent une information importante concernant leur entreprise par la Presse ou quelqu'un de l'extérieur. Cela induirait automatique-

ment une mauvaise image tant en interne qu'en externe. Une bonne stratégie de communication interne accompagne le changement et permet même d'anticiper d'éventuels conflits dans l'entreprise. Et, dans le cadre d'une communication de crise, une bonne stratégie de communication interne permettra d'en atténuer les effets. Les collaborateurs sont de fait les ambassadeurs de l'entreprise, ils doivent donc être informés.

Quelle forme revêt la communication interne ?

La communication interne peut se déployer sous plusieurs formes. Elle peut s'appuyer sur l'affichage, un journal d'entreprise ou une revue de presse. Elle peut également se manifester, sous forme électronique, par l'intranet ou une Newsletter. Il faut une fréquence régulière, mais pas obligatoirement quotidienne, surtout dans une petite entreprise. Les réunions d'information sont aussi utiles afin de favoriser la communication interne, à condition de ne

pas en abuser. Attention à la transmission d'informations autour de la machine à café, une pratique désordonnée qui s'instaure lorsque la communication interne fait défaut. Par ailleurs, la direction pourra également organiser un séminaire, une fois par an, autour de quelques réunions de travail et de moments de détente. D'une façon plus générale, c'est au responsable des Ressources Humaines ou au dirigeant lui-même que revient la responsabilité de cette communication interne.

Propos recueillis par Jeanne Lebailly

Chefs d'entreprises : un optimisme modéré

Avec 78 %, « l'optimisme des dirigeants de PME/ETI quant à leur propre activité, reste très élevé, constate le 17^e Observatoire Banque Palatine des PME/ETI. La campagne électorale n'aura donc eu qu'un effet limité sur leur activité. » 52 % des dirigeants prévoient une stabilité de leur chiffre d'affaires dans les six prochains mois et un tiers d'entre eux envisagent même une croissance. Néanmoins, malgré ces constats encourageants, la confiance de ces dirigeants en l'économie française reste à un niveau très bas et chute même de dix points en un mois pour atteindre 28 %. Et la stratégie commerciale de demeurer la principale priorité de ces chefs d'entreprises (82 %). Pour environ 60 % d'entre eux, la produc-

Les dirigeants du 17^e Observatoire Banque Palatine des PME/ETI affichent un optimisme tout en modération ⁽¹⁾. Si ces derniers restent majoritairement optimistes quant à l'activité de leur entreprise, ils le sont nettement moins en ce qui concerne l'économie française.

tivité (65 %) et le positionnement sur de nouveaux marchés (59 %) restent des axes stratégiques. « *Mais l'innovation sur les produits et services n'apparaît plus aussi prioritaire* », précise l'enquête. 81 % des dirigeants interrogés envisagent une stabilité de l'emploi. Et 92 % d'entre eux n'envisagent pas d'augmenter ou de réduire le nombre de cadres. Un tour d'horizon plutôt positif qui n'empêche pas Daniel Karyotis, président du Directoire de la Banque Palatine, d'émettre des réserves. « *Même si les dirigeants restent optimistes pour leur activité,*

la tonalité est plutôt négative notamment pour le contexte économique. Le rebond observé depuis le début de l'année est terminé. Ce n'est pas une surprise, la confiance est corrélée à la stabilité des marchés financiers qui se sont fortement dégradés depuis plusieurs semaines. A cela s'ajoute un regain d'inquiétude sur les dettes souveraines. Les dirigeants doivent donc aller chercher de la croissance à l'international et en premier lieu en Chine, où très peu de PME/ETI françaises sont présentes. » En effet, 2/3 des chefs d'entreprises pensent qu'une PME/ETI doit être implantée en Chine. Cependant, seulement 23 % y sont déjà présentes !

Florent Moreau

(1) www.palatine.fr et www.opinionway.com

Canibal : le tri à la source

Cinq milliards de gobelets utilisés et non recyclés et seulement 20 % des volumes de bouteilles en PET recyclés en France : une aberration à laquelle Canibal, PME d'Ile-de-France, tente de remédier.

Collecte et recyclage des déchets sont à la base du concept de Canibal. Canibal ? Une machine de collecte, de tri et de compactage des canettes, petites bouteilles en PET et gobelets générés par les multiples distributeurs automatiques présents, à profusion, dans les gares, parcs d'attraction, universités, entreprises, stations-services et autres collectivités. « *On a vite compris qu'il y avait un enjeu sur l'ensemble des déchets produits dans le cadre d'une consommation nomade* », explique Benoît Paget, associé à Stéphane Marripodi et Charles Boonen, lors du rachat de cette PME de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) ⁽¹⁾.

Trois associés soucieux d'élargir le concept d'une machine créée en 2002 mais seulement présente dans les universités et réservée aux seules et uniques canettes. « *Nous avons cherché à offrir une réponse globale dans des univers différents. Plus de deux ans de recherche et développement et un investissement d'environ 2 millions d'euros ont été nécessaires* », poursuit Benoît Paget. Au final un brevet mondial exclusif, conçu en étroite collaboration avec les ingénieurs des Arts et Métiers Paris Tech, pour une machine capable de collecter, compacter et trier dans des bacs différents les trois principaux types d'emballages de boissons : canettes en acier et aluminium, petites bouteilles plastiques PET et gobelets à



Benoît Paget et
Stéphane Marripodi

café PS et PP. Canibal étant également équipé d'une liaison GPRS afin d'assurer le suivi de la logistique en optimisant les passages de collecte. Et, cerise sur le gâteau, Canibal peut offrir des systèmes personnalisables de récompense par le jeu. « *C'est par une approche ludique, incitative et interactive du recyclage que les solutions de développement durable parviendront à changer réellement les habitudes des consommateurs* », observent les associés. Fin 2012, près de 300 machines seront installées (CA : 2 millions d'euros et 10 salariés), l'objectif étant d'atteindre un millier fin 2013 (machines fabriquées en France). L'équilibre économique sera atteint à la vente de 350 machines. « *Canibal permet aux clients de réaliser des économies sur les flux et traitements des déchets, rappelle Benoît Paget. C'est le client qui bénéficie, par ailleurs, du crédit carbone. Sachant qu'une tonne de déchets traitée génère deux tonnes d'économies de CO₂. Pour finir, un bénéfice en termes d'image, tant en interne qu'en externe.* » Des Business Angels, présents à hauteur de 40 % dans le capital, soutiennent l'équipe, notamment via une deuxième levée de fonds actuellement en cours. Au chapitre des récompenses, un Janus de l'Industrie 2012, une étoile de l'Observateur du design 2012 et le prix Cleantech du Meilleur tour de table d'une PME innovante.

Jeanne Lebaillly

(1) Canibal a été racheté au groupe Derichebourg



MAG-AQUITAINE, le 1^{er} magazine entièrement dédié aux PME/PMI de la Région

Pour tout connaître sur les PME/PMI de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, Du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques,

Pour tout connaître sur la créativité, le savoir-faire et le dynamisme des PME d'Aquitaine grâce à un sommaire riche, impliquant et ciblé sur la connaissance des entreprises,

ABONNEZ-VOUS à MAG-AQUITAINE

Bulletin d'abonnement

Oui, je m'abonne à Mag-Aquitaine au tarif de 28,50 € TTC (4 n°).

Société : _____ Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Tél : _____ E-mail : _____

Ci-joint mon règlement de 28,50 € par chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Lejeune-Piat.

A retourner aux Editions Lejeune-Piat – 3, rue Auguste-Bartholdi – 75015 Paris. 01 45 77 26 27

Facture : Oui ☐ Non ☐ Signature et date obligatoires : _____

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » n°78-17 du 16 Janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations qui vous sont demandées et nous en demander la rectification.

ixxi

ANTI-ÂGE  GLOBAL

NOUVEAU

Sublixime

Crème Redensifiante JOUR

•

REPULPE, RETEND & RESTAURE

•

5 ANNÉES DE RECHERCHE - 1 BREVET

Innovation de la recherche IXXI : l'OPC PIN, **actif naturel et anti-âge unique** à l'efficacité anti-oxydante, dermo-protectrice et réparatrice. ⁽¹⁾

Efficacité anti-rides prouvée : diminution significative du nombre et de la longueur totale des rides. ⁽²⁾
La peau est nourrie, plus lisse, plus résistante. ⁽³⁾

[SANS PARABEN
HYPOALLERGÉNIQUE]

⁽¹⁾ Test in vitro et ex vivo sur ingrédient. ⁽²⁾ Evaluation instrumentale sur 17 femmes après 21 jours (au niveau de la patte d'oie). ⁽³⁾ Test d'usage sur 21 femmes pendant 21 jours.

www.ixxi-cosmetics.com

Recevez votre échantillon gratuit 

Essence de Beauté

EN PHARMACIES ET PARAPHARMACIES



Analyse du cycle de vie des produits de construction en pin maritime



Les industriels aquitains du pin maritime
démontrent les qualités environnementales
de leurs produits

Architectes,
Artisans,
Constructeurs,
Maîtres d'ouvrage publics et privés

...intégrer des produits en pin maritime
dans vos constructions vous assure
de leur performance environnementale
grâce à des fiches FDES⁽¹⁾
vérifiées selon les normes AFNOR⁽²⁾



Toutes les FDES sont disponibles sur
le site INIES : www.inies.fr



(1)Fiches de Données Environnementales et Sanitaires
(2)NF P01 - 010

Les FDES concernent les produits suivant : ossature, charpente, parquet brut, parquet vernis, parquet huilé, lambris brut, lambris vernis, lambris hydro-ciré, moulures brutes, bardage auto-clavé, bardage peint, lame de terrasse.

Cette étude, qui s'est déroulée sur un an et demi, a reçu le soutien financier de la Région Aquitaine et de l'Etat (DRAAF). La méthode et les calculs de la fixation du carbone en forêt ont été élaborés par le CRPF Aquitaine et l'INRA.

Crédits photos : FIBA – CAFSA – KA2 Communication - CRPFA – Ph. Bun